

Rapport Annuel

Comptes 2007



Groupe Environnement SA

Rapport Annuel

1. Rapport de Gestion Comptes Sociaux 2007



Groupe Environnement SA

ENVIRONNEMENT S.A.

Société Anonyme au capital social de 11.124.954 Euros
divisé en 1.854.159 actions de 6 Euros chacune

Siège social : 111, boulevard Robespierre
78300 Poissy

R.C.S. Versailles B 313 997 223

RAPPORT DE GESTION

A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 10 JUN 2008

Mesdames, Messieurs et Chers Actionnaires,

Nous vous avons convoqués ce jour en assemblée générale ordinaire à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1. Lecture des rapports du Conseil d'administration et des Commissaires aux comptes sur les opérations de l'exercice clos le 31 décembre 2007. Approbation du rapport du Conseil d'administration et des comptes afférents audit exercice. Quitus aux administrateurs.
2. Lecture des rapports du Conseil d'administration et des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2007. Approbation du rapport du Conseil d'administration et des comptes consolidés afférents audit exercice.
3. Lecture du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions de l'article L.225-38 et de l'article L.225-42 du Code de commerce. Approbation dudit rapport.
4. Affectation des résultats.
5. Remplacement d'un Commissaire aux comptes titulaire et renouvellement d'un Commissaire aux comptes suppléant.
6. Renouvellement du mandat d'un Administrateur.
7. Nomination d'un Administrateur.
8. Questions diverses.

1. Situation et activité de la Société. Résultats. Progrès réalisés ou difficultés rencontrées.

- Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2007, notre Société a réalisé un chiffre d'affaires net de 35.775.156 Euros, contre un chiffre d'affaires de 40.986.592 Euros pour l'exercice précédent.

La Société a réalisé des produits d'exploitation pour un montant de 37.140.824 Euros contre 40.746.188 Euros lors de l'exercice précédent.

Les charges d'exploitation s'établissent à 34.110.992 Euros contre 37.074.830 Euros au titre de l'exercice précédent.

Le résultat d'exploitation s'établit à 3.029.832 Euros, soit 8,47 % du chiffre d'affaires, pour l'exercice clos le 31 décembre 2007, contre un résultat d'exploitation de 3.671.357 Euros, soit 8,95% du chiffre d'affaires, pour l'exercice précédent.

Les charges financières, hors effets de change, représentent 292.193 Euros (0,82% du chiffre d'affaires) contre 97.176 Euros (0,24% du Chiffre d'affaires) pour l'exercice clos le 31 décembre 2006. Les effets de change ont un impact négatif de 18.924 Euros, les opérations en devises de la société restant à des niveaux faibles. Les intérêts liés aux emprunts s'élèvent à 41.006 Euros (soit 0.11% du chiffre d'affaires 2007).

Le résultat financier ressort à 451.321Euros contre 118.255 Euros pour l'exercice précédent, la gestion de la trésorerie excédentaire de la Société ayant générée 139.710 Euros de produits financiers en 2007.

Après affectation des produits et charges financiers, des produits et charges exceptionnels, le bénéfice net ressort à 2.389.092 Euros contre un bénéfice net de 2.665.738 Euros pour l'exercice précédent.

Nous vous précisons qu'a été comptabilisé en crédit du compte « Report à nouveau » une somme de 4.485 € versée à titre de dividendes au titre d'actions non comptabilisées le jour de l'assemblée générale annuelle du 14 juin 2007.

En application des dispositions de l'article 39-4 du Code Général des Impôts, nous vous informons que les montants comptabilisés concernant la taxe sur véhicules particuliers des sociétés et les amortissements excédentaires s'élèvent respectivement à 36.864Euros et 4.008 Euros.

- L'exercice a été marqué, dans le cadre de la stratégie de développement de la Société, par l'acquisition :

- ➔ Des actifs de la Société BM Becker , spécialisé dans le prélèvement des dioxines, basée en Allemagne à Eschborn. Cette acquisition a été intégrée en date du 1^{er} janvier 2007
- ➔ d'ISEO, par rachat d'actifs, entreprise d'ingénierie pour l'acquisition, le traitement et la transmission de données, au service de la surveillance de l'environnement à effet au 1^{er} octobre 2007.

- Au cours de l'exercice, est intervenue une augmentation de capital réservée aux salariés de la Société, membres du plan d'épargne d'entreprise, d'un montant nominal de 13.746 Euros, par émission de 2.291 actions nouvelles au prix de souscription des actions nouvelles à 33,71 Euros par action, soit un nominal de 6 Euros auquel s'ajoute une prime d'émission de 27,71 Euros par action (soit une prime d'émission globale de 63.483,61 Euros). Cette augmentation de capital a été constatée par le conseil d'administration du 27 septembre 2007.

Analyse de l'évolution des affaires

L'exercice 2007 est une année contrastée avec un premier semestre à 16.624K€ de CA et un second en progression de 15,2% à 19.151K€. L'accroissement du carnet de commande sur la fin du premier semestre explique pour partie cette progression. L'année 2007 reste malgré tout en retrait par rapport à 2006, avec un recul de son CA de 12,8%. Dans ce contexte, la société est parvenue à maintenir sa rentabilité avec une marge d'exploitation de 8,4% contre 8,9% en 2006. La société doit faire face à un marché mondial rendu difficile sur certaines zones par la faiblesse grandissante du dollar objet d'un déséquilibre concurrentiel fort et uniquement lié à un effet de change.

Pour assurer malgré tout le maintien de sa rentabilité, la société poursuit ses projets de réduction de ses coûts d'achat (mais aussi de redéploiement en zone dollar de ceux-ci) et en parallèle le développement des services.

La filiale Italienne ne connaît pas de modification majeur de son marché et maintient ses parts de marché, dans un contexte concurrentiel lui aussi affecté par un dollar faible. A contrario, et bénéficiant d'une conjoncture réglementaire porteuse, la filiale Américaine a connu un doublement de ses ventes, conformément aux attentes, et une rentabilité en forte hausse.

La situation financière de la Société reste saine avec des ratios très bas :

	2005	2006	2007
<i>Endettement Net/Capitaux Propres</i>	- 2,5%	-35,1%	-24,9%
<i>Endettement Net/Cash Flow</i>	- 2 ans	-2,6 ans	-2,1 ans
<i>Coût Moyen d'endettement</i>	3,9%	3,6%	3,4%

L'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la Société, notamment de sa situation d'endettement au regard du volume et de la complexité des affaires est conforme aux prévisions budgétaires établies.

Le Besoin en Fond de Roulement de la société s'élevait au 31/12/2007 à 13,7M€ soit plus 21,7% par rapport au 31/12/2006. Les capitaux propres de 32,1M€, ainsi que le Fond de Roulement de 24,7M€ permettent à la Société d'assurer sa croissance sans déséquilibre majeur. Au surplus, les lignes de crédits court terme accordées par les banques de la Société permettraient d'accroître de plus de 8M€ les disponibilités supplémentaires.

La Société continue à poursuivre le développement de son organisation et de ses structures afin d'en assurer l'adaptabilité avec deux objectifs qui sont de répondre rapidement à la demande du marché, mais aussi d'accroître la rentabilité. Les effectifs étaient de 191 personnes au 31/12/2007 après l'intégration des établissements d'ISEO à Bidart et d'Environnement Deutschland à Eschborn. La Société ne connaît pas de difficultés particulières de recrutement ou de compétences.

Les principaux risques et incertitudes

Le carnet de commande représentait plus de huit mois d'activité à fin 2007. L'activité actuelle est conforme aux prévisions attendues sur 2008. Le constat effectué en 2007 sur la concurrence liée au dollar est encore plus d'actualité pour 2008 et la société a tenu compte de ces effets dans l'établissement de ses prévisions. A ce jour, les éléments dont dispose la Société ne l'amène pas à le revoir ou à estimer une évolution négative de celles-ci, limitée à la visibilité du carnet de commande et au flux des affaires. Afin de pallier aux conséquences défavorables sur les marges de cette situation, la société poursuit ses programmes de réductions de coûts afin de maintenir sa compétitivité. La Société vendant presque uniquement en Euro, il n'existe par contre pas de risque de change.

Utilisation des instruments financiers

La trésorerie fortement excédentaire de la Société amène celle-ci à placer ses fonds sur des produits financiers de type SICAV ou FCP. A plus de 90%, ces supports sont des monétaires sans risque pour le capital. Le solde est placé sur des produits monétaires alternatifs ou dynamiques comportant une partie de fonds actions. La chute des marchés actions et la crise liée aux Subprime a vu l'un des fonds monétaire dynamique dans lequel la société avait investi réaliser une moins value importante en novembre 2007. La société a soldé sa position avec une perte de 153K€. Au vue de la volatilité des marchés, le portefeuille a été réorienté sur des comptes à terme, ne conservant que 2 positions sur des fonds dynamiques dont l'une avec le capital garanti à l'échéance.

Prévention des risques technologiques

La Société a contracté les assurances nécessaires à la prise en charge des conséquences liées aux risques technologiques.

2. Activités des filiales

Italie : société Environnement Group Italia.

La société a réalisé un chiffre d'affaires de 3.620.840Euros H.T. faisant ressortir un bénéfice net de 153.815 Euros. Le chiffre d'affaires est stable du fait d'une concurrence forte des distributeurs de produits américains. La rentabilité de la société est maintenue à 7,7% du CA de marge d'exploitation. L'effectif est stable et est composé de 7 personnes. La société a procédé au recrutement d'un nouveau commercial début 2008. Le recours à la sous-traitance est aussi privilégié pour assurer les pointes d'activités.

L'année 2008 a bien débutée et la filiale italienne devrait poursuivre sa croissance régulière et maintenir sa rentabilité

USA : Altech.

La société a réalisé un chiffre d'affaires de 7.886.719U.S. \$ (5.754.629 Euros au taux moyen annuel de 1,3705 Euro pour 1 \$) faisant ressortir un bénéfice de 319.891U.S. \$ après bonus et impôts sur les sociétés (233.412 Euros).

Comme la société l'avait prévu, l'activité de la filiale a connu une très forte croissance en 2007 après plusieurs années de stabilisation. L'année 2008 s'annonce excellente et devrait connaître une nouvelle phase de croissance.

Espagne : cette société, sans activité depuis 1999, est toujours en phase de liquidation amiable.

3. Evolution prévisible et perspectives d'avenir

La société poursuit le développement de ses activités de services et sortira en 2008 une série de nouveaux appareils. L'effort de R&D se poursuit et la société a procédé sur 2008 au recrutement de nouveaux chercheurs. Les croissances externes envisagées en 2007 ont été réalisées du fait d'opportunité, l'objectif d'une cible plus significative n'ayant pu se réaliser par un manque de société présentant des caractéristiques compatibles avec la stratégie du groupe. Malgré tout, un nombre restreint de cibles fait toujours l'objet de discussion et d'analyse de la part du groupe et pourrait conduire à une acquisition dans les prochains mois. Les objectifs de résultat de la Société se situent toujours à 10 % de résultat d'exploitation, avant croissance externe.

4. Evénements importants survenus depuis la date de la clôture.

Aucun évènement important n'est à signaler.

5. Activités en matière de recherche et de développement.

La Société poursuit son activité en matière de recherche et de développement avec un effort particulier pour les nouvelles générations d'appareils sur des secteurs émergents. Les dépenses nettes éligibles au titre du Crédit d'Impôt Recherche s'élèvent à 2.104.822Euros.

6. Informations complémentaires.

Nous vous précisons que :

a) - en ce qui concerne le mode de présentation des comptes et les méthodes d'évaluation, les comptes ont été établis et présentés selon la réglementation française en vigueur résultant des arrêtés du Comité de la Réglementation Comptable (CRC). Il est à noter que la société a appliqué (conformément au changement de méthode sur la valorisation des encours engagé sur l'exercice 2005) la méthode de l'avancement sur la totalité de ses encours au 31/12/2007.

b) la Société a pour filiales et sociétés contrôlées les sociétés suivantes au 31 décembre 2007 :

Environnement Italia Spa	100%
Altech Environnement (USA)	100%
Control y Environnement (Espagne)	100%

c) - en application de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, nous vous rappelons qu'au titre des trois exercices précédents, ont été distribués les dividendes suivants :

- au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2004 : un dividende de 206.651,66 Euros, soit 0,74 Euro par action, ce dividende n'étant pas assorti d'un avoir fiscal mais donnant droit au profit des actionnaires personnes physiques à l'abattement de 50% calculé sur la totalité de son montant.

- au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2005 : un dividende de 406.069,37 Euros, soit 0,23 Euro par action, ce dividende n'étant pas assorti d'un avoir fiscal mais donnant droit au profit des actionnaires personnes physiques à l'abattement de 40% calculé sur la totalité de son montant.

- au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2006 : un dividende de 418.546,64 Euros, soit 0,23 Euro par action, ce dividende n'étant pas assorti d'un avoir fiscal mais donnant droit au profit des actionnaires personnes physiques à l'abattement de 40% calculé sur la totalité de son montant.

Il est précisé que lors de l'assemblée générale extraordinaire du 30 novembre 2005, le nombre d'actions de la société a été multiplié par cinq consécutivement à la réduction du nominal des actions de 30 Euros à 6 Euros.

d) - en application de l'article L.225-102.1 du Code de commerce, nous vous précisons que la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés par les mandataires sociaux restera annexée au présent rapport.

e) - en application de l'article L.225-39 du Code de commerce, la liste et l'objet des conventions conclues par la Société à des conditions normales ont été communiqués par le Président du Conseil d'administration aux membres du Conseil et aux Commissaires aux comptes. Cette liste est tenue à la disposition des actionnaires au siège social.

f) – en application de l'article L. 233-13 du Code de Commerce, nous vous indiquons ci-après les participations supérieures au vingtième, au dixième, des trois vingtièmes, du cinquième, du quart, du tiers, de la moitié, des deux tiers, des dix-huit vingtièmes ou des dix-neuf vingtièmes du capital social ou des droits de vote :

- Monsieur François Gourdon détient au 31 décembre 2007, une participation supérieure au tiers du capital de la société et des droits de vote.

- La société ING Belgique détient au 31 décembre 2007, une participation supérieure au dixième du capital et aux trois vingtièmes des droits de vote.

g) - conformément à l'article R 225-102 du Code de Commerce 148 alinéa 2, nous vous informons que la direction générale de la société est exercée par le Directeur Général.

h) - en application des dispositions de l'article L. 225-37 alinéa 6 du Code de Commerce, nous vous précisons que le rapport complémentaire du Président sur les conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil ainsi que des procédures de contrôle interne est joint en annexe.

i) - un tableau afférent aux délégations de compétences et de pouvoirs en cours de validité accordées par l'assemblée générale dans le domaine des augmentations de capital est joint au présent rapport.

j) – enfin, en application de l'article 222-15-3 du Règlement général de l'AMF, nous vous informons qu'au cours de l'exercice 2007, les personnes visées à l'article L. 621-18-2 du Code monétaire et financier (membres du Conseil d'administration, hauts responsables, personnes étroitement liées) ont réalisé les opérations d'acquisition, de cession, de souscription ou d'échange de titres de la Société suivants :

- François Gourdon, Président, cession de 27000 actions
- Daniel Moulène, Administrateur, cession de 18000 actions
(outre l'achat de 7.500 actions par levée de stock-option)
- Christophe Chevillon, Directeur Général cession de 12200 actions
(outre l'achat de 7.500 actions par levée de stock-option)
- Thierry Tonnelier, Directeur Technique, cession de 4680 actions
- Stéphane Kempenar, Directeur Financier, cession de 6000 actions
- Roland Stehle, Directeur d'usine, cession de 439 actions

7. Affectation des résultats.

Après avoir constaté l'existence de sommes distribuables, nous vous proposons, d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2007, soit 2.389.092 Euros, de la façon suivante :

- Dotation de la " Réserve légale " : 119.455,00 Euros
- Distribution à titre de dividende de la somme de : 455.952,25 Euros

Ainsi, le dividende de l'exercice clos le 31 décembre 2007 serait de 0.25 Euro par action, ce dividende n'étant pas assorti d'un avoir fiscal mais donnera droit au profit des actionnaires personnes physiques à l'abattement de 40% calculé sur la totalité de son montant.

- Le solde au compte de " Report à nouveau " : 1.813.684,75 Euros
- dont le montant créditeur sera porté à 7.976.196,75 Euros

Il est porté à la connaissance des actionnaires que les actionnaires personnes physiques fiscalement domiciliés en France peuvent dorénavant opter pour l'assujettissement des dividendes à un prélèvement forfaitaire libératoire de 18 % en remplacement de l'impôt sur le revenu.

8. Informations sur les actions détenues par la société.

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-211 du Code de Commerce nous vous informons que :

- la Société a acquis 63.000 actions de la Société au cours de l'exercice 2002.
- ces actions ont été acquises au prix de 9,524 € l'action.
- frais de négociation : néant (la Société n'étant pas inscrite à la cote d'un marché réglementé).
- ces actions ont été acquises conformément à l'autorisation donnée lors de l'assemblée générale des actionnaires du 29 octobre 2002 pour permettre la mise en place du plan d'options d'achat d'actions décidé par la même assemblée.
- la Société a acquis 17.600 actions de la Société au cours de l'exercice 2004.
- ces actions ont été acquises au prix de 10,40 € l'action.
- frais de négociation : néant (la Société n'étant pas inscrite à la cote d'un marché réglementé).
- ces actions ont été acquises conformément à l'autorisation donnée lors de l'assemblée générale des actionnaires du 30 juin 2004 pour permettre la mise en place du plan d'options d'achat d'actions décidé par l'assemblée générale des actionnaires du 28 juin 2002.
- au cours de l'exercice 2007, 50.250 actions de la Société ont été achetées par levée d'achat d'actions dans le cadre du plan consenti par décision du Conseil d'Administration de 13 mai 2003.
- au 31 décembre 2007, le nombre d'actions inscrites au nom de la Société était de 30.350, pour une valeur nominal de 6 € par action et pour une valeur totale, au prix d'achat, de 304.672 €.
- ces 30.350 actions représentent à ce jour 1,64 % du capital social.

9. Informations sur les actions détenues par les salariés de la société.

Il est indiqué, conformément aux dispositions de l'article L. 225-102 du Code de Commerce qu'au 31 décembre 2007, le nombre d'actions de la Société détenues par les salariés de la Société dans le cadre d'un plan d'épargne d'entreprise s'élevait à 20.130 actions, ces actions ayant été attribuées aux salariés de la Société adhérents du plan d'épargne de l'entreprise, conformément aux dispositions de l'article L. 443-5 du Code du Travail suivant d'une part, décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 30 juin 2003 confirmée par décision de l'assemblée générale extraordinaire du 30 juin 2004, et d'autre part décision extraordinaire des actionnaires du 30 novembre 2005 et des Conseils d'Administration des 2 et 19 janvier 2006 et des Conseils d'Administration des 14 juin et 27 septembre 2007. Ces 20.130 actions représentent 1,08 % du capital social. Ces actions sont incessibles conformément aux dispositions légales en vigueur.

10. Remplacement d'un Commissaire aux comptes et d'un Commissaire aux comptes suppléant.

Les mandats de Monsieur Alain-Philippe Etlin et de Monsieur Michel Pastural en leur qualité respective de Commissaire aux comptes titulaire et de Commissaire aux comptes suppléant, viennent à expiration à l'issue de la présente assemblée.

En application de l'article L. 822-14 alinéa 1 du Code de Commerce, les commissaires aux comptes, personnes physiques, ne pouvant certifier durant plus de six exercices consécutifs, les comptes de sociétés faisant appel public à l'épargne, nous vous proposons de nommer :

- en qualité de Commissaire aux comptes titulaire : AP ETLIN Sarl, société à responsabilité limitée au capital de 200.000 Euros ayant son siège social, 33, avenue Pierre Brossolette, 94000 Créteil, immatriculée au RCS de Créteil sous le n° 444 303 697, représentée par l'un de ses gérants, Monsieur Emmanuel Paquot

- et de renouveler en qualité de commissaires aux comptes suppléant, Monsieur Michel Pastural.

pour une durée de six exercices, prenant fin lors de l'assemblée générale devant statuer sur les comptes de l'exercice 2013.

11. Renouvellement du mandat d'un Administrateur.

Le mandat de la société ING Belgique en sa qualité d'Administrateur, vient à expiration à l'issue de la présente assemblée.

Nous vous proposons de renouveler ce mandat pour une durée de six ans prenant fin à l'issue de l'assemblée générale des actionnaires statuant sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat, soit à l'issue de l'assemblée statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

12. Nomination d'un Administrateur.

Nous vous proposons de nommer un nouvel Administrateur et de nommer en cette qualité :

- Monsieur Thierry Chambolle
demeurant

pour une durée de six ans prenant fin à l'issue de l'assemblée générale des actionnaires statuant sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat, soit à l'issue de l'assemblée statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

Nous vous remercions de la confiance que vous nous témoignerez en votant les résolutions soumises à votre approbation.

Le Conseil d'administration

Délégations en matière d'augmentation de capital

	Date de l'AG	Durée de la délégation	Objet
1.	30/11/05	26 mois	3.500.000 € avec suppression du droit préférentiel de souscription (y compris plafond des délégations 2 et 3)
2.	30/11/05	26 mois	3.500.000 € avec maintien du dit préférentiel de souscription (y compris plafond des délégations 1 et 3)
3.	30/11/05	26 mois	augmentation du nombre de titre dans la limite de 15% de l'émission (plafond inclus dans le plafond délégations 1 et 2)
4.	30/11/05	26 mois	5.000.000 € par incorporation de primes et réserves
5.	30/11/05	38 mois	3% du capital soit 44.306 actions Attributions d'actions gratuites (art L. 225-197- 1et suivants du Code de Commerce).
6.	30/11/05	38 mois	5% du capital soit 73.844 actions (éventuellement diminué des 3% d'actions gratuites). Attributions d'options de souscription et d'achat d'actions.

La première délégation a été utilisée au cours de l'exercice 2006 à hauteur 2.215.344 € dans le cadre de l'introduction de la Société sur le marché Alternext d'Euronext Paris.

Dans les conditions prévues à l'article L.443-5 du Code du travail, corrélativement à l'utilisation de la première délégation, deux délégations à hauteur respectivement de 34.494 € (exercice 2006) et de 13.746 € (exercice 2007) ont été utilisées au bénéfice des salariés membres du Plan d'épargne d'entreprise, ces délégations s'inscrivant dans le cadre de la délégation de soixante-dix mille (70.000) euros, réservée aux salariés de la société, elle même comprise dans les délégations des 1, 2 et 3 ci-dessus.

ENVIRONNEMENT S.A.

Société Anonyme au capital social de 11.124.954 Euros
divisé en 1.854.159 actions de 6 Euros chacune

Siège social : 111, boulevard Robespierre
78300 Poissy

R.C.S. Versailles B 313 997 223

RAPPORT SPECIAL
(article L. 225-184 alinéa 1)

Informations communiquées en application des articles L.225-177 à L.225-186

Nous vous informons qu'au cours de l'exercice 2006, le Conseil d'administration de la Société n'a consenti aucune option de souscription ou d'achat d'actions.

Aucune option de souscription ou d'achat d'actions n'a été consentie par les sociétés contrôlées par la Société.

Par contre :

- durant l'exercice 2007, ont été achetées par les mandataires sociaux de la société au prix de 9,52 € par action, par levée des options d'achat consenties par le Conseil d'Administration du 13 mai 2003 en application des décisions de l'assemblée générale des actionnaires du 29 octobre 2002,

- Monsieur Christophe Chevillion	7.500 actions
- Monsieur Daniel Moulène	7.500 actions

- durant l'exercice 2007, ont été achetées par chacun des dix salariés de la Société non mandataires sociaux dont le nombre d'actions ainsi achetées est le plus élevé, au prix de 9,52 € par action, par levée des options d'achat consenties par le Conseil d'Administration du 13 mai 2003 en application des décisions de l'assemblée générale des actionnaires du 29 octobre 2002,

- Monsieur Serge Aflalo	6.000 actions
- Monsieur Stéphane Kempenar	6.000 actions
- Monsieur Alain Rangdet	6.000 actions
- Monsieur Roland Stehle	6.000 actions
- Monsieur Thierry Tonnelier	6.000 actions
- Monsieur Olivier Menanteau	1.500 actions
- Monsieur Luigi Tondato	1.500 actions
- Monsieur Dominique Rivière	500 actions

Le Conseil d'administration

ENVIRONNEMENT S.A.

Société Anonyme au capital social de 11.124.954 Euros
divisé en 1.854.159 actions de 6 Euros chacune

Siège social : 111, boulevard Robespierre
78300 Poissy

R.C.S. Versailles B 313 997 223

RAPPORT SPECIAL
(article L. 225-197-4)

Informations communiquées en application des articles L.225-197-1 à L.225-197-3

Nous vous informons qu'au cours de l'exercice 2007, la société, lors de son conseil d'administration, lors de sa réunion du 14 juin 2007 et en application des résolutions de l'assemblée générale extraordinaire du 30 novembre 2005 a arrêté un plan d'attributions attribuant 28.000 actions gratuites.

- ont été attribuées aux mandataires sociaux :

- Monsieur Christophe Chevillion	10.000 actions
----------------------------------	----------------

Il est précisé en ce qui concerne la période de conservation de actions, qu'il est interdit à Monsieur Christophe Chevignon, Directeur Général, de céder les actions qui lui seront attribuées avant la cessation de ses fonctions de Directeur Général.

- ont été attribuées à chacun des dix salariés non mandataires sociaux dont le nombre d'actions attribuées gratuitement est le plus élevé

- Monsieur Serge Aflalo	5.000 actions
- Monsieur Stéphane Kempenar	5.000 actions
- Monsieur Claudio Lepore	1.000 actions
- Monsieur Alain Rangdet	1.000 actions
- Monsieur Roland Stehle	1.000 actions
- Monsieur Thierry Tonnelier	1.000 actions
- Monsieur Mousa Zada	1.000 actions
- Monsieur Daniel Aknin	200 actions
- Monsieur Benoit Delion	200 actions
- Monsieur Philippe Gout	200 actions
- Monsieur Christophe Lamy	200 actions
- Monsieur Laurent Masse	200 actions
- Monsieur Olivier Menanteau	200 actions
- Monsieur Jean-Luc Mineau	200 actions
- Monsieur Olivier Menanteau	200 actions

Il est précisé que l'attribution des actions aux bénéficiaires ne sera définitive qu'à l'expiration d'une période d'acquisition de deux ans soit à compter du 14 juin 2009.

Ces actions seront attribuées gratuitement.

Le Conseil d'administration

Rapport Annuel

2. Rapport de Gestion Comptes Consolidés 2007



Groupe Environnement SA

ENVIRONNEMENT S.A.

Société Anonyme au capital social de 11.124.954 Euros
divisé en 1.854.159 actions de 6 Euros chacune

Siège social : 111, boulevard Robespierre
78300 Poissy

R.C.S. Versailles B 313 997 223

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

SUR LA GESTION DU GROUPE

A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 10 JUIN 2008

1. Situation de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation et évolution prévisible.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2007, font apparaître un chiffre d'affaires de 42.229milliers d'Euros.

Le résultat d'exploitation s'élève à un montant de 3.838 milliers d'Euros.

Le résultat net (part de groupe) ressort enfin à 2.741 milliers d'Euros.

L'exercice clos le 31 décembre 2007 confirme la bonne tenue des comptes du Groupe.

L'exercice 2007 est une année contrastée pour la **Société Environnement SA** avec un premier semestre à 16.624K€ de CA et un second en progression de 15,2% à 19.151K€. L'accroissement du carnet de commande sur la fin du premier semestre explique pour partie cette progression. L'année 2007 reste malgré tout en retrait par rapport à 2006, avec un recul de son CA de 12,8%. Dans ce contexte, la société est parvenu à maintenir sa rentabilité avec une marge d'exploitation de 8,4% contre 8,9% en 2006. La société doit faire face à un marché mondial rendu difficile sur certaines zones par la faiblesse grandissante du dollar objet d'un déséquilibre concurrentiel fort et uniquement lié à un effet de change.

La société **Environnement Italia** spa a réalisé un chiffre d'affaires de 3.620.840Euros H.T. faisant ressortir un bénéfice net de 153.815 Euros. Le chiffre d'affaires est stable du fait d'une concurrence forte des distributeurs de produits américains. La rentabilité de la société est maintenue à 7,7% du CA de marge d'exploitation. L'effectif est stable et est composé de 7 personnes. La société a procédé au recrutement d'un nouveau commercial début 2008. Le recours à la sous-traitance est aussi privilégié pour assurer les pointes d'activités.

L'année 2008 a bien débutée et la filiale italienne devrait poursuivre sa croissance régulière et maintenir sa rentabilité

La société **Altech** a réalisé un chiffre d'affaires de 7.886.719U.S. \$ (5.754.629 Euros au taux moyen annuel de 1,3705 Euro pour 1 \$) faisant ressortir un bénéfice de 319.891U.S. \$ après bonus et impôts sur les sociétés (233.412 Euros).

Comme la société l'avait prévu, l'activité de la filiale a connu une très forte croissance en 2007 après plusieurs années de stabilisation. L'année 2008 s'annonce excellente et devrait connaître une nouvelle phase de croissance.

La répartition par activité a été la suivante :

Émission, activité en forte croissance	54% du CA
Air Ambient, activité récurrente	37% du CA
Gaz Moteur, activité à fort potentiel	3% du CA
Hydro, activité en veille	1% du CA
Autres	5% du CA

Les activités de ventes de produits ont reculé de 10,5% et celles de services ont progressé de plus de 14,5%.

Le bilan financier du groupe reste très sain avec un endettement net négatif à 24.91% des capitaux propres au 31/12/2007. Le Besoin en Fond de roulement s'élevait à 14.473K€ et était couvert par le Fond de Roulement de 21.205 K€. Au surplus, les lignes de crédits court terme accordées par les banques Groupe permettraient d'accroître de 8 M€ les disponibilités supplémentaires.

Au 31/12/2007, les effectifs du Groupe s'élevaient à 219 personnes et permettent d'assurer la croissance et le fonctionnement de la société sans difficulté particulière de recrutement ou de compétences.

2. Perspectives d'avenir

La société poursuit le développement de ses activités de services et sortira en 2008 une série de nouveaux appareils. L'effort de R&D se poursuit et la société a procédé sur 2008 au recrutement de nouveaux chercheurs. Les croissances externes envisagées en 2007 ont été réalisées du fait d'opportunité, l'objectif d'une cible plus significative n'ayant pu se réaliser par un manque de société présentant des caractéristiques compatibles avec la stratégie du groupe. Malgré tout, un nombre restreint de cibles fait toujours l'objet de discussion et d'analyse de la part du groupe et pourrait conduire à une acquisition dans les prochains mois. Les objectifs de résultat de la Société se situent toujours à 10 % de résultat d'exploitation, avant croissance externe.

3. Evénements importants survenus depuis la date de la clôture.

Aucun événement notable n'est à signaler.

4. Activités en matière de recherche et de développement.

La Société poursuit son activité en matière de recherche et de développement avec un effort particulier pour les nouvelles générations d'appareils sur des secteurs émergents. Les dépenses nettes éligibles au titre du Crédit d'Impôt Recherche s'élèvent à 2.104.822Euros.

Le Conseil d'administration

Rapport Annuel

Annexe I

Comptes Sociaux + Annexes Rapport Général des Commissaires aux Comptes



Groupe Environnement SA



SA Environnement

Comptes annuels

au 31/12/2007

KPMG Entreprises

07/04/2008

Ce rapport contient 7 pages (hors annexes)

Comptes annuels

Sommaire

1	Rapport de l'expert comptable	3
2	Bilan actif	4
3	Bilan passif	5
4	Compte de résultat	6
5	Annexe	8



KPMG Entreprises
Bassin Parisien
60 avenue du Centre
Montigny le Bretonneux
78067 Saint Quentin en Yvelines Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 39 30 53 00
Télécopie : +33 (0)1 39 30 53 01
Site internet : www.kpmg.fr

Notre réf : CF/PV

Environnement SA
111 boulevard Robespierre
78304 POISSY

Saint Quentin en Yvelines, le 2 avril 2008

RAPPORT

Mission de présentation des comptes annuels

Dans le cadre de la **mission de présentation** des comptes annuels de l'entreprise SA Environnement pour l'exercice du 1^{er} janvier 2007 au 31 décembre 2007 et conformément aux termes de notre lettre de mission en date du 10 février 2005, nous avons effectué les diligences prévues par les normes de présentation définies par l'Ordre des experts comptables.

Les comptes annuels ci-joints, qui comportent 35 pages, se caractérisent par les données suivantes :

- total du bilan : 44 637 686 EUR
- chiffre d'affaires : 35 775 156 EUR
- résultat net comptable : 2 389 092 EUR

KPMG Entreprises
Département de KPMG SA

Clément Fruchard
Expert comptable Associé

Bilan

SA Environnement

Au : 31/12/2007

N° SIRET 31399722300018

* Mission de Présentation-Voir le rapport de l'Expert Comptable

EUR

Actif		Exercice			Exercice précédent
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	au : 31/12/2006
Capital souscrit non appelé					
Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement				
	Frais de développement	1 061 249	1 013 601	47 648	127 731
	Concessions, brevets et droits similaires	829 753	477 452	352 300	280 672
	Fonds commercial (1)	3 465 398		3 465 398	2 172 398
	Autres immobilisations incorporelles	117 164		117 164	118 434
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	Total	5 473 565	1 491 053	3 982 511	2 699 237
Actif immobilisé Immobilisations corporelles	Terrains	51 832		51 832	51 832
	Constructions	1 909 461	1 459 236	450 224	537 957
	Inst.techniques, mat. out. industriels	2 836 276	1 603 368	1 232 908	1 211 024
	Autres immobilisations corporelles	2 143 734	1 477 210	666 523	561 800
	Immobilisations en cours				
	Avances et acomptes				
	Total	6 941 303	4 539 814	2 401 488	2 362 615
Immobilisations financières (2)	Participations évaluées par équivalence				
	Autres participations	772 404		772 404	772 404
	Créances rattachées à des participations	112 190		112 190	12 190
	Titres immob. de l'activité de portefeuille				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts	2 400		2 400	39 000
	Autres immobilisations financières	155 627	29 020	126 606	90 748
	Total	1 042 622	29 020	1 013 602	914 343
Total de l'actif immobilisé		13 457 491	6 059 888	7 397 603	5 976 196
Actif circulant Stocks	Matières premières, approvisionnements	8 225 578	1 056 733	7 168 845	4 987 259
	En cours de production de biens	1 113 570		1 113 570	1 187 984
	En cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Total	9 339 148	1 056 733	8 282 415	6 175 243
Créances (3)	Avances et acomptes versés sur commandes	313 228		313 228	287 131
	Clients et comptes rattachés	17 118 202	427 752	16 690 450	14 782 887
	Autres créances	705 716		705 716	1 062 569
	Capital souscrit et appelé, non versé				
	Total	17 823 919	427 752	17 396 167	15 845 457
Divers	Valeurs mobilières de placement (dont actions propres : 304 672)	9 317 232	5 579	9 311 653	12 305 291
	Instruments de trésorerie				
	Disponibilités	1 857 828		1 857 828	1 194 811
	Total	11 175 060	5 579	11 169 481	13 500 103
Charges constatées d'avance		76 938		76 938	152 630
Total de l'actif circulant et des charges constatées d'avance		38 728 294	1 490 064	37 238 229	35 960 565
Frais d'émission d'emprunts à étaler					
Primes de remboursement des emprunts					
Ecart de conversion actif		1 853		1 853	16 423
Total de l'actif		52 187 639	7 549 953	44 637 686	41 953 185
(1) Dont droit au bail				7 622	7 622
Renvois : (2) Dont part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières				183 543	112 484
(3) Dont créances à plus d'un an (brut)				433 632	266 959
Clause de réserve de propriété	Immobilisations		Stocks	Créances clients	

Bilan

SA Environnement

Au : 31/12/2007

* Mission de Présentation-Voir le rapport de l'Expert Comptable

EUR

Passif		Exercice	Exercice précédent
Capitaux propres	Capital (dont versé : 11 124 954)	11 124 954	11 111 208
	Primes d'émission, de fusion, d'apport	9 654 372	9 590 888
	Ecarts de réévaluation		
	Ecarts d'équivalence		
	Réserves		
	Réserve légale	599 331	466 044
	Réserves statutaires	460 637	460 637
	Réserves réglementées		
	Autres réserves	676 653	676 653
	Report à nouveau	6 162 512	4 048 608
Résultats antérieurs en instance d'affectation			
Résultat de la période (bénéfice ou perte)	2 389 092	2 665 738	
Situation nette avant répartition	31 067 554	29 019 779	
Subvention d'investissement			
Provisions réglementées	332 629	386 291	
Total	31 400 184	29 406 070	
Aut. fonds propres	Titres participatifs		
	Avances conditionnées	126 112	164 224
	Total	126 112	164 224
Provisions	Provisions pour risques	351 551	369 228
	Provisions pour charges	263 494	50 724
	Total	615 045	419 952
Dettes	Emprunts et dettes assimilées		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	196 764	442 804
	Emprunts et dettes financières divers (3)	373 351	310 413
	Total	570 115	753 217
	Avances et acomptes reçus sur commandes (1)	1 489 579	1 715 404
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 000 401	5 275 929
	Dettes fiscales et sociales	3 334 140	3 105 393
	Autres dettes	193 482	222 069
Instruments de trésorerie			
Total	9 528 023	8 603 393	
Produits constatés d'avance	908 564	882 692	
Total des dettes et des produits constatés d'avance	12 496 283	11 954 708	
Ecarts de conversion passif	60	8 229	
Total du passif	44 637 686	41 953 185	
Crédit-bail immobilier			
Crédit-bail mobilier		3 961 813	
Effets portés à l'escompte et non échus			
Dettes et produits constatés d'avance, sauf (1),	348 161	181 690	
à plus d'un an	10 658 542	10 057 613	
à moins d'un an	19 764	29 340	
Renvois : (2) dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques			
(3) dont emprunts participatifs			

Compte de résultat

SA Environnement

 Périodes 01/01/2006 31/12/2006 Durées 12 mois
 01/01/2007 31/12/2007 12 mois

* Mission de Présentation-Voir le rapport de l'Expert Comptable

EUR

		France	Exportation	Total	Exercice précédent	
Produits d'exploitation	Ventes de marchandises					
	Production vendue					
	{ Biens	8 160 414	21 004 084	29 164 499	36 991 911	
	{ Services	5 394 351	1 216 306	6 610 657	3 994 681	
	Chiffre d'affaires net	13 554 765	22 220 391	35 775 156	40 986 592	
	Production stockée			-74 414	-2 679 713	
	Production immobilisée			365 300	1 496 653	
	Produits nets partiels sur opérations à long terme					
	Subventions d'exploitation			135 321	332 672	
	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			664 683	159 805	
Autres produits			274 776	450 178		
	Total			37 140 824	40 746 188	
Charges d'exploitation	Marchandises				-15 471	
	{ Achats					
	{ Variations de stocks					
	Matières premières et autres approvisionnements			14 556 536	15 256 671	
	{ Achats			-1 845 501	-32 794	
	{ Variations de stocks					
	Autres achats et charges externes (3)			9 007 632	9 673 913	
	Impôts, taxes et versements assimilés			593 195	566 091	
	Salaires et traitements			7 348 089	6 906 007	
	Charges sociales			3 385 591	3 207 316	
Dotations	- sur immobilisations	{ amortissements	620 534	1 022 475		
		{ provisions				
d'exploitation	- sur actif circulant		123 170	248 040		
	- pour risques et charges		331 234	110 724		
Autres charges			-9 489	131 855		
	Total			34 110 992	37 074 830	
Résultat d'exploitation				A	3 029 832	3 671 357
Opér. commun	Bénéfice attribué ou perte transférée			B		
	Perte supportée ou bénéfice transféré			C		
Produits financiers	Produits financiers de participations (4)			336 879	6 968	
	Produits financiers d'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (4)					
	Autres intérêts et produits assimilés (4)			15 630	3 070	
	Reprises sur provisions et transferts de charges			34 165	7 494	
	Différences positives de change			37 300	36 206	
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			375 762	261 203	
	Total			799 739	314 944	
Charges financières	Dotations financières aux amortissements et provisions			15 133	49 594	
	Intérêts et charges assimilées (5)			41 006	46 689	
	Différences négatives de change			56 224	21 079	
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			236 052	891	
	Total			348 417	118 255	
Résultat financier				D	451 321	196 688
Résultat courant avant impôts (± A ± B - C ± D)				E	3 481 154	3 868 045

Compte de résultat

SA Environnement

Périodes 01/01/2006 31/12/2006 Durées 12 mois
01/01/2007 31/12/2007 12 mois

* Mission de Présentation-voir le rapport de l'Expert Comptable

EUR

		Total	Exercice précédent
Produits exceptionnels	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	111 295	1 784
	Produits exceptionnels sur opérations en capital	21 357	6 945
	Reprises sur provisions et transferts de charge	80 365	32 435
	Total	213 017	41 164
Charges exceptionnelles	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	33 780	69 946
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital	13 447	2 213
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	26 703	74 954
	Total	73 931	147 114
Résultat exceptionnel		F 139 085	-105 949
Participation des salariés aux résultats		G 322 257	307 474
Impôt sur les bénéfices		H 908 889	788 884
Bénéfice ou perte (± E ± F - G - H)		2 389 092	2 665 738
Renvois	(1) Dont { produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs incidence après impôt des corrections d'erreurs	7 550	230 034
	(2) Dont { charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs incidence après impôt des corrections d'erreurs	7 353	17 922
	(3) Y compris - redevances de crédit-bail mobilier - redevances de crédit-bail immobilier	836 524	575 352
	(4) Dont produits concernant les entités liées		
	(5) Dont intérêts concernant les entités liées		

Comptabilité tenue en euros



Environnement SA
Annexe aux comptes annuels de
l'exercice clos-le
31 décembre 2007
Montants exprimés en euros

Environnement SA
111 bd Robespierre-BP 4513- 78304 POISSY CEDEX
313 997 223 RCS Versailles
Ce rapport contient 27 pages

Table des matières

1	Faits majeurs	1
1.1	Evènements principaux de l'exercice	1
1.2	Principes, règles et méthodes comptables	1
1.2.1	Matériels GSE financés en crédit bail	1
2	Informations relatives au bilan	2
2.1	Actif	2
2.1.1	Tableau des immobilisations	2
2.1.2	Tableau des amortissements	2
2.1.3	Capital souscrit non appelé	2
2.1.4	Immobilisations incorporelles	2
2.1.5	Immobilisations corporelles et financières	3
2.1.6	Immobilisations financières	7
2.1.7	Stocks	9
2.1.8	Créances	10
2.1.9	Disponibilités et divers	10
2.1.10	Comptes de régularisation	11
2.2	Passif	12
2.2.1	Tableau de variation des capitaux propres	12
2.2.2	Capital	13
2.2.3	Autres fonds propres	13
2.2.4	Provisions	14
2.2.5	Dettes financières	15
2.2.6	Autres dettes	16
2.2.7	Comptes de régularisation	16
3	Informations relatives au compte de résultat	17
3.1	Ventilation du chiffre d'affaires par secteur d'activité ou marché géographique	17
3.2	Autres informations sur le Chiffre d'affaires et les charges d'exploitation	17
3.2.1	Global Service Evolutif - Matériels produits et financés par crédit bail	17
3.2.2	Production immobilisée	17
3.2.3	Personnel intérimaire	17
3.3	Résultat exceptionnel	17
3.4	Impôt sur les bénéfices	18
3.4.1	Ventilation	18
3.4.2	Impôt différé	18
3.4.3	Autres informations significatives	19

4	Autres informations	20
4.1	Engagements financiers	20
4.2	Autres engagements	20
4.2.1	Renvoi vers des engagements cités par ailleurs	20
4.2.2	Autres engagements	20
4.3	Effectif moyen	21
4.4	Rémunération des dirigeants	21

1 Faits majeurs

1.1 Evènements principaux de l'exercice

La société Environnement SA a réalisé en 2007 l'acquisition de deux fonds de commerce (Cf Note 2.1.4.2) ; le personnel repris est au total de 21 personnes. L'entreprise dispose ainsi de quatre établissements stables sis à Poissy, Marseille, Francfort et Bidart.

Aucun autre fait significatif n'est survenu au cours de l'exercice.

1.2 Principes, règles et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été établis et présentés selon la réglementation française en vigueur, résultant des arrêtés du Comité de la Réglementation Comptable (CRC).

1.2.1 Matériels GSE financés en crédit bail

Par dérogation aux règles et méthodes comptables habituels, et dans le souci d'une meilleure image fidèle, les matériels GSE produits par la société et en instance de financement ne sont pas immobilisés lors de leur mise en service. Le délai de quelques mois qui sépare la mise en service et le financement du matériel est considéré comme non significatif, au regard des écritures exceptionnelles qui seraient générées par un traitement en immobilisation (dotation aux amortissements, charges et produits exceptionnels lors de la cession du matériel à l'organisme financier). Au 31.12.2007, les matériels en instance de financement ont été inscrits en stock d'en-cours.

2 Informations relatives au bilan

2.1 Actif

2.1.1 Tableau des immobilisations

Tableau 2054, voir Annexe 1.

2.1.2 Tableau des amortissements

Tableau 2055, voir Annexe 2.

2.1.3 Capital souscrit non appelé

N/A

2.1.4 Immobilisations incorporelles

2.1.4.1 Frais de développement

La société a pour politique de ne pas activer ses frais de Développement. Ces derniers sont enregistrés dans les charges de l'exercice.

Les frais inscrits à l'actif au 1^{er} janvier 2005 ont été repris des comptes de la société absorbée SFI. Ces frais correspondent à des projets nettement individualisés, ayant de sérieuses chances de réussite technique et de rentabilité commerciale. Ils respectent les nouveaux critères définis par les règlements CRC, et sont maintenus à l'actif conformément à l'avis du CNC 2005 D du 1^{er} juin 2005.

Types de dépenses (en euros)	Charges	Immobilisations	Mode & Durée d'amortissement	Nom de la société absorbée
Spalax		963.070	Linéaire - 7 ans	SFI
TGD		98.239	Linéaire - 5 ans	SFI
Total		1.061.249		

2.1.4.2 Fonds commerciaux

Les fonds de commerce exploités ont été acquis pour 7.622 € et reçus en apport pour 2.164.776€ Ces fonds ne sont pas dépréciés car ils font partie intégrante du fonds de commerce actuel de la société.

En 2007, Environnement SA a repris une activité exploitée à Francfort (Allemagne) et un établissement à Bidart (64).

Précédent exploitant	Date d'effet	Valeur de rachat
Becker	01/01/2007	438 000
Iseo (groupe Vinci)	01/10/2007	855 000

Ces fonds, acquis en 2007, ne sont pas dépréciés, aucune modification substantielle n'ayant été constatée au 31 décembre dans l'activité des sites repris.

2.1.4.3 Amortissements des immobilisations incorporelles

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Frais de recherche et de développement	Linéaire	5 à 7 ans
Fonds commercial	N/A	
Logiciels et progiciels	Linéaire	1 à 5 ans

2.1.5 Immobilisations corporelles et financières

2.1.5.1 Evaluation

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les frais d'acquisition sont comptabilisés en charges.

2.1.5.2 Stock de sécurité

La société a constitué un stock de sécurité pour assurer le service des contrats Global Service Evolution (GSE). Ce stock a été maintenu en immobilisation pour un montant de 330.200 euros au 31/12/2007.

Le stock GSE est composé de stocks sur chacun des sites clients. Le stock GSE correspond à du stock de sécurité qui doit être immobilisé dans la mesure où la consommation en est faite sur une durée supérieure à 12 mois et qu'il permet d'éviter une interruption de la prestation GSE.

Le stock de sécurité est amorti sur 8 années, durée moyenne des contrats GSE. Les articles consommés les années suivantes sont comptabilisés en charges.

2.1.5.3 Amortissements

Il est précisé que la société a appliqué à compter du 1^{er} janvier 2005 les dispositions prévues par le règlement CRC 2004-06 (comptabilisation par composant et dépréciation des actifs). Il a été opté pour la méthode prospective.

Types d'immobilisations	Durées d'amortissement	mode
Constructions	10 à 50 ans	Linéaire
Agencements et aménagements / constructions	5 à 20 ans	Linéaire
Matériel et outillage industriels	5 à 15 ans	Linéaire
Agencements, installations générales	4 à 10 ans	Linéaire
Matériel de transports	2 à 5 ans	Linéaire
Matériel de bureau et informatique	3 à 5 ans	Linéaire
Mobilier de bureau	4 à 10 ans	Linéaire
Stock de sécurité	8 ans	Linéaire

Le détail des durées d'amortissement retenues pour les constructions est le suivant :

<i>Terrassement VRD (structure)</i>	<i>50 ans</i>
<i>Maçonnerie Béton Armé (structure)</i>	<i>50 ans</i>
<i>Dallage</i>	<i>20 ans</i>
<i>Charpente</i>	<i>50 ans</i>
<i>Etanchéité</i>	<i>15 ans</i>
<i>Bardage (structure)</i>	<i>50 ans</i>
<i>Serrurerie</i>	<i>20 ans</i>
<i>Menuiseries intérieures et Extérieures</i>	<i>15 ans</i>
<i>Electricité/Plomberie</i>	<i>20 ans</i>
<i>Revêtements de Sols</i>	<i>10 ans</i>
<i>Peinture</i>	<i>10 ans</i>
<i>Cloisons/Faux Plafonds/Plâtrerie</i>	<i>20 ans</i>
<i>Ascenseurs</i>	<i>15 ans</i>
<i>Chauffage</i>	<i>15 ans</i>

L'application des règles fiscales sur les immobilisations corporelles dont la durée d'utilité est supérieure à la durée d'usage, a conduit à comptabiliser une dotation aux amortissements dérogatoires pour un montant de 26.704 euros, et une reprise de 80.366 euros.

2.1.5.4 Dépréciation sur immobilisations financières

Une dépréciation complémentaire de 1.467 € est constatée sur les cautions dont l'antériorité est supérieure à 2 ans au 31/12/2007 ; la reprise de provision devenue sans objet est de 17.724 €

2.1.5.5 Crédit-bail

Montant en euros	Terrains	Constructions	Installations matériels outillages	Autres	Total
Valeur d'origine			4 336 646	669 339	5 005 985
Amortissements :					
• Cumuls exercices antérieurs			281 496	209 777	491 273
• Dotation de l'exercice			405 747	168 678	574 425
Total			687 243	378 455	1 065 699
Redevances payées :					
• Cumuls exercices antérieurs			479 744	220 449	700 193
• Exercices			646 912	171 776	818 687
Total			1 126 656	392 225	1 518 881
Redevances restant à payer :					
• A 1 an au plus			689 571	149 499	839 069
• A plus d'1 an et 5 ans au plus			2 722 382	171 496	2 893 877
• A plus de 5 ans			288 386	0	288 386
Total			3 700 338	320 995	4 021 333
Valeur résiduelle :					
• A 1 an au plus					1 955.37
• A plus d'1 an et 5 ans au plus					24 561
• A plus de 5 ans					6 321
Total					32 838
Montant pris en charge dans l'exercice			663 678	172 846	836 524

Les matériels GSE financés par crédit bail ont été produits par la société en 2007 pour un montant de 623 089 €. Ce montant correspond au coût de production qui a été facturé à la société de crédit. L'impact sur l'analyse du Chiffre d'Affaires est exposé dans la note 3.2.1

2.1.5.6 Locations longue durée

	Terrains	Constructions	Installations matériels outillages	Autres	Total
Valeur d'origine				64 937	64 937
Redevances payées :					
• Cumuls exercices antérieurs				46 772	46 772
• Exercices				26 692	26 692
Total				73 463	73 463
Redevances restant à payer :					
• A 1 an au plus				8 888	8 888
• A plus d'1 an et 5 ans au plus					
• A plus de 5 ans					
Total				8 888	8 888
Valeur résiduelle :					
• A 1 an au plus					
• A plus d'1 an et 5 ans au plus					
• A plus de 5 ans					
Total					
Montant pris en charge dans l'exercice				26 692	26 692

Les locations longue durée concernent des véhicules de transport et des matériels de bureau.

2.1.6 Immobilisations financières

2.1.6.1 Titres de filiales et participations

- Liste des filiales et participations

Société	Capitaux propres	% capital détenu	Valeur comptable nette des titres détenus	CA HT du dernier exercice clos	Résultat net du dernier exercice clos	Dividendes encaissés au cours de l'exercice
• Filiales (+ 50 %)						
Env. groupe Italia	579.351 €	100%	449.793 €	3.633.273 €	153.816 €	
Altech (USA)	875.467 \$	100%	9.068 €	7.886.719 \$	319.890 \$	
• Participations (10 à 50 %)						
Control Y Env. (Espagne) *		100%	207.293 €			

*La société Control Y Env (Espagne) est en cours de liquidation. Une provision de 207 K€ figure au passif du bilan, qui représente 100% de la valeur de ces titres.

Environnement détient par ailleurs 2% de la société Temet pour 106 250 €

• **Postes du bilan relatifs aux filiales et participations**

	Montant concernant les entreprises	
	liées	avec lesquelles la Société a un lien de participation
Capital souscrit non appelé		
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles		
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles		
Participations	666 154	106 250
Créances rattachées à des participations	112 191	
Prêts		
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille		
Autres titres immobilisés		
Autres immobilisations financières		
Avances et acomptes versés sur commandes		
Créances clients et comptes rattachés	1 532 406	
Autres créances		
Capital souscrit appelé, non versé		
Valeurs mobilières de placement		
Instruments de trésorerie (actif)		
Disponibilités		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	- 4 648	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Comptes de régularisation Passif – Produits constatés d'avance		
Instruments de trésorerie (passif)		
Charges financières		
Produits financiers	300 000	

2.1.7 Stocks

2.1.7.1 Etat des stocks

Catégorie de stocks	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Stocks de matières et fournitures	8 225 578	1 056 733	7 168 845
Produits et travaux en-cours	1 113 570		1 113 570
Produits finis			
Total	9 339 148	1 056 733	8 282 415

2.1.7.2 Stocks de produits achetés

Les stocks de matières et fournitures sont évalués au prix d'achat moyen pondéré hors TVA.

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires, majorés des frais d'approche évalués à 5,5%

2.1.7.3 Travaux en-cours

A compter de 2006, les en-cours affectés aux commandes sont valorisés en totalité selon la méthode de l'avancement, et sont inclus dans le poste client et comptes rattachés.

Au 31.12.2007, le stock de produits en cours comprend les matériels produits et en attente de financement par crédit bail pour un montant de 520 240 euros (contrat GSE) et des stocks de matériels en cours de production, non affectés à une commande, pour 593 330 euros.

2.1.7.4 Stocks de produits finis

- Néant -

2.1.7.5 Provisions sur stocks

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé. Elle s'élève à 1 056 733 € au 31/12/2007, et concerne exclusivement les stocks de produits achetés.

Le stock basé à Igny, détruit en 2008, est déprécié en totalité (501 K€).

Les modalités de détermination des provisions sur le stock matières premières ont été affinées pour la clôture 2007, et prennent en compte le taux de rotation de chaque article sur plusieurs exercices. Jusqu'au 31 décembre 2006, pour le stock de matières premières basés à Poissy, les articles sans mouvement depuis plus de 2 ans étaient dépréciés à 95%, le taux étant de 50% pour les articles sans mouvement depuis plus d'1 an.

A compter de la clôture 2007, les règles applicables en matière de dépréciation des stocks sont désormais les suivantes :

<i>Absence de rotation depuis plus de 2 ans</i>	Provision 30 %
<i>Absence de rotation depuis plus de 3 ans</i>	Provision 60 %
<i>Absence de rotation depuis plus de 4 ans</i>	Provision 90 %

2.1.8 Créances

2.1.8.1 Classement par échéance

Tableau 2057 – voir Annexe 4.

2.1.8.2 Provisions sur créances clients

Les créances dont l'antériorité est supérieure à 12 mois à la date de clôture font l'objet d'une provision de 50% de leur montant HT. Celles dont l'antériorité est supérieure à 24 mois, sont provisionnées à hauteur de 90%, puis à 100% au-delà de 36 mois. Cette provision est ajustée pour les risques spécifiques.

2.1.8.3 Produits à recevoir

	Montant
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	5 347 511
Autres créances	66 113
Disponibilités	
Total	5 413 624

2.1.9 Disponibilités et divers

2.1.9.1 Valeur et mouvements des actions propres détenues comptabilisées en VMP

La société détient 30.350 actions de ses propres actions, soit 1.64% du Capital. Celles-ci figurent au bilan pour un montant de 304.672 euros, dans le poste Valeurs mobilières de placement. Le nombre

des actions détenues à l'ouverture de l'exercice était de 80.600 pour une valeur de 783.052 euros.
La différence correspond aux 50.250 options de souscription levées en 2007 (voir 2.2.2.2).

2.1.10 Comptes de régularisation

2.1.10.1 Charges constatées d'avance

Au 31 décembre 2007, les charges constatées d'avance s'élèvent à 76 938 € et concernent uniquement des charges d'exploitation.

2.2 Passif

2.2.1 Tableau de variation des capitaux propres

	N-1	+	-	N
Capital	11 111 208	13 746		11 124 954
Primes, réserves	11.194.225	196 772		11 390 997
Report à nouveau	4.048.609	2 118 389	4 486	6 162 512
Résultat	2.665.738	2 389 092	2 665 738	2 389 092
Subventions d'investissement				
Provisions règlementées	386.291	26 704	80 366	332 629
Autres				
Total	29 406 071	4 744 703	2 750 590	31 400 184

Les dividendes mis en distribution au cours de l'exercice s'élèvent à 418 548 euros.

L'augmentation de la prime d'émission correspond à l'augmentation de capital du 27 septembre réservée aux titulaires d'un PEE pour 63.484 €

2.2.2 Capital

2.2.2.1 Mouvements de l'exercice

Au 31 décembre 2007, le capital est composé de 1.854.159 actions de 6 euros de valeur nominale, dont 30.350 sont détenues en propre par la société.

	Nombre d'actions	Valeur
Position début de l'exercice, valeur nominale 6 €	1.851.868	11.111.208
Augmentation de capital réservée aux adhérents d'un PEE	2.291	13.746
Position fin de l'exercice, valeur nominale 6 €	1.854.159	11.124.954

2.2.2.2 Options de souscription

Le nombre total d'action pouvant être émises est de 126.000 (25.200 actions avant la division de la valeur nominale).

Les options de souscription ou d'achat d'action consenties aux mandataires sociaux et aux salariés qui ont été émises antérieurement au 1^{er} janvier 2005 sont les suivantes:

Première option : 63.000 actions au prix de 9,52 euros, dont 52.500 actions avec une date de levée d'option du 14 mai 2007 au 12 mai 2010, et 10.500 actions avec une date de levée d'option du 18 septembre 2007 au 17 septembre 2010.

Seconde option : 35.200 actions au prix de 10,40 euros (7 040 au prix de 52 € avant la division de la valeur nominale par 5), avec une date de levée du 30 juin 2008 au 30 juin 2011.

Le total des options consenties au 31 décembre 2006 est donc de 98.200 actions (19 640 actions avant la division de la valeur nominale par 5), dans la mesure où il n'y a pas eu de nouvelle option consentie au cours de l'année 2006.

50 250 options ont été levées en 2007

2.2.3 Autres fonds propres

Les autres fonds propres correspondent à des avances conditionnées qui font l'objet d'un remboursement dans les conditions prévues au moment de leur attribution. Il n'y a pas eu de nouvelle avance en 2007.

2.2.4 Provisions

2.2.4.1 *Tableau des provisions*

Un détail des provisions figure en Annexe 3, tableau 2056

2.2.4.2 *Provisions réglementées*

Les provisions réglementées sont constituées par des amortissements dérogatoires constatés sur certaines immobilisations corporelles pour 125 k€ (cf 2.1.5.4), et une provision relative à la société Control Y Environnement pour 207 k€

2.2.4.3 *Evaluation des provisions pour risques et charges*

Les provisions pour risques sont constituées principalement d'une provision pour garantie données aux clients à hauteur de 289 698 euros. Cette provision est estimée à 1,5% du CA mensuel « Vente de Produits » pondéré, dans la mesure où cette garantie est d'une durée d'un an. Le CA du mois de janvier est ainsi retenu pour 1/12^{ème}, celui du mois de février pour 2/12^{ème}, et ainsi de suite.

La provision pour litige concerne l'exploitation pour 60 000 euros.

La provision pour gros entretien constituée à hauteur de 92 260 euros, concerne les matériels qui font l'objet de contrats Global Service Evolution (GSE).

Une provision pour perte de change a été dotée pour 1 853 € à hauteur de l'écart de conversion actif.

La société fait l'objet d'un contrôle fiscal à la date de clôture, dont les conséquences ne sont pas arrêtées à ce jour. A ce titre, il a été provisionné un montant de 165 000 €

2.2.4.4 *Droits individuels à la formation*

Droits individuels à la formation	Volume d'heures de formation
Cumul des droits acquis par les salariés au cours de l'exercice	12.436 heures
Cumul n'ayant pas fait l'objet d'une demande des salariés	12.436 heures

2.2.4.5 Engagements pris en matière de retraite

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	Total ⁽¹⁾
I. D. R.	0	310 328	310 328
Engagements de pension à d'anciens dirigeants	Néant	Néant	Néant
Prise en charge des cotisations mutuelle santé pour des salariés partis en retraite	Néant	Néant	Néant

⁽¹⁾ dont engagements contractés au profit des dirigeants: néant

Les engagements en matière de pension, de complément de retraite, d'indemnité et d'allocations en raison du départ à la retraite des membres du personnel sont évalués selon un calcul actuariel établi sur la base des dispositions légales ou conventionnelles applicables à la société.

Les principales hypothèses de calcul sont les suivantes :

- taux d'actualisation : 5,48 %
- taux d'évolution des rémunérations : 2%
- taux de turnover moyen : 4,5% par an
- conditions de départ en retraite des cadres : 65 ans, à l'initiative de l'employeur
- conditions de départ en retraite pour les non cadres : à l'initiative du salarié, (généralement avant 65 ans).
- Application de la table de mortalité statistique de la DARRES.

2.2.5 Dettes financières

2.2.5.1 Classement par échéance

Tableau 2057 – voir Annexe 4.

2.2.5.2 Dettes garanties par des sûretés réelles données

Type	Bien donné en garantie	Montant de la dette
Emprunts bancaires	Nantissement du fonds de commerce	210.450

2.2.6 Autres dettes

2.2.6.1 Classement par échéance

Tableau 2057 – voir Annexe 4.

2.2.6.2 Charges à payer

Charges à payer	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	4 882
Emprunts et dettes financières divers	32 342
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	1 406 904
Dettes fiscales et sociales	1 889 912
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés	
Autres dettes	
Total	3 334 040

2.2.7 Comptes de régularisation

2.2.7.1 Composition des produits constatés d'avance

Au 31 décembre 2007, les produits constatés d'avance s'élèvent à 908.564 € et concernent uniquement l'exploitation.

3 Informations relatives au compte de résultat

3.1 Ventilation du chiffre d'affaires par secteur d'activité ou marché géographique

Ventilation du CA	France	Export	Total
Ventes de matériels	8 160 414	21 004 084	29 164 499
Ventes de Services	5 5394 351	1 216 306	6 610 657
Total	13 554 765	22 220 391	35 775 156

3.2 Autres informations sur le Chiffre d'affaires et les charges d'exploitation

3.2.1 Global Service Evolutif - Matériels produits et financés par crédit bail

Dans le cadre des contrats « Global Service Evolutif », les matériels produits par la société ont été financés par crédit bail pour un montant de 623 089 € en 2007. Ce montant correspond au coût de production qui a été facturé à la société de crédit. Ce coût de production comprend les consommations, les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production

Il en résulte que le Chiffre d'Affaires France de la société Environnement SA intègre un montant de 623 089 € qui s'assimile, d'un point de vue économique, à de la Production immobilisée.

3.2.2 Production immobilisée

La production immobilisée pour 365 300 euros correspond à l'activation du matériel parc de prêts (158 157 €), du matériel de recherche (140 985 €) et du stock de sécurité (66 158 €).

3.2.3 Personnel intérimaire

Les autres charges et services extérieurs intègrent un montant de 825.826 euros relatifs à du personnel intérimaire. Ce montant s'élevait à 1.260.031 pour l'année 2006.

3.3 Résultat exceptionnel

Les cessions d'immobilisations dégagent un résultat net de 7 910 €; les amortissements dérogatoires génèrent une dotation de 26 704 € et une reprise de 80 365 €

Les charges de gestion exceptionnelle s'élèvent à 33 780, constituées essentiellement de pénalités ; les produits de gestion exceptionnels s'élèvent à 111 295 €, principalement des indemnités reçues.

3.4 Impôt sur les bénéfices

3.4.1 Ventilation

	Résultat courant	Résultat exceptionnel (et participation)
Résultat avant impôts	3 481 154	- 25 915
Impôts : au taux de 33 1/3 %	- 926 268	- 48 949
au taux de 3,3%	- 879	- 1 615
Impôt Francfort	- 52 026	
Crédits d'impôts	285 847	
Résultat après impôts avant participation	2 787 828	- 76 479
Participation des salariés	- 322 257	
Résultat après IS et participation	2 465 571	- 76 479

3.4.2 Impôt différé

L'impôt payé d'avance au titre des charges non déductibles l'année de leur comptabilisation se compose comme suit :

Bases - Organic	55 677
- Effort construction	32 027
- Participation des salariés	130 022
- Ecart de conversion Passif	61
Taux d'imposition ⁽¹⁾	33 1/3 %
Créance d'impôt différé	72 596

⁽¹⁾ *taux de droit commun applicable à l'exercice clos*

L'impôt non comptabilisé à payer au titre des provisions réglementées à réintégrer ultérieurement dans l'assiette (ou au titre d'autres dispositions fiscales) se compose comme suit :

Provisions réglementées		
Autres dispositions fiscales		1 853
	Total base	1 853
Taux d'imposition [⁽¹⁾ ci-dessus]		33 1/3%
Dette d'impôt différé		618
Amortissements réputés différés :		Néant
Déficits reportables :		
Moins-values à long terme :		

3.4.3 Autres informations significatives

- Report en arrière des déficits : néant
- Sociétés intégrées fiscalement : néant
- Présentation des comptes fiscaux

En raison de l'existence d'un établissement à l'étranger, les comptes fiscaux sont arrêtés en excluant les actifs et passifs, ainsi que l'activité de ce site. Les actifs et passifs correspondant sont retraités dans les comptes fiscaux sur les lignes « charges d'avances » et « produits d'avance ».

4 Autres informations

4.1 Engagements financiers

	N	N - 1
Engagements donnés		
Avals		
Cautions	6 545 846	7.921.589
Hypothèques		
Effets escomptés non échus		
Autres		
Engagements reçus		
Avals		
Cautions		
Autres		

Les cautions au 31/12/2007 intègrent des engagements libellés en USD pour 10 925 \$, soit 6 994 €

4.2 Autres engagements

4.2.1 Renvoi vers des engagements cités par ailleurs

Crédit Bail : note 2.1.5.5

Location Longue Durée : note 2.1.5.6

Droit Individuel à la Formation : 2.2.3.4

Provision pour Indemnité de Départ en Retraite : voir note 2.2.3.5

Dettes garanties par des sûretés réelles : note 2.2.4.2

4.2.2 Autres engagements

La société SFI , absorbée par la société ENVIRONNEMENT en 2002 a développé des appareils en partenariat avec le CEA.

SFI a reçu un complément de participation du CEA de 100.000 Euros, comptabilisé en produit de l'exercice 2002. Cette somme est assortie d'une clause de remboursement au CEA en fonction des ventes ultérieures. Ces remboursements seront comptabilisés en charge au fur et à mesure de leur versement.

4.3 Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	74	1
Non cadres	104	16
Total	178	17
Dont Francfort	3	

4.4 Rémunération des dirigeants

Rémunérations allouées aux membres :

- des organes d'administration : néant
- des organes de direction : 465 347 € y compris charges sociales et assurances.

EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DÉCLARANT (Ne pas reporter le montant des centimes)*

N° 2054 - IMPRIMERIE NATIONALE Février 2008 - 7 0086411

N° 2054 - IMPRIMERIE NATIONALE

Désignation de l'entreprise <u>SA Environnement</u>										31122007		Néant <input type="checkbox"/>				
CADRE A		IMMOBILISATIONS						Valeur brute des immobilisations au début de l'exercice		Augmentations						
										Consécutives à une réévaluation pratiquée au cours de l'exercice ou résultant d'une mise en équivalence		Acquisitions, créations, apports et virements de poste à poste				
								1		2		3				
INCORP.	Frais d'établissement et de développement						TOTAL I		CZ	1061249	D8		D9			
	Autres postes d'immobilisations incorporelles						TOTAL II		KD	3002015	KE		KF	1431791		
CORPORELLES	Terrains								KG	51832	KH		KI			
	Constructions	Sur sol propre		Dont Composants		I9		KJ	545554	KK			KL			
		Sur sol d'autrui		Dont Composants		MI		KM	624681	KN			KO			
		Installations générales, agencements* et aménagements des constructions		Dont Composants		M2		KP	758028	KQ			KR			
	Installations techniques, matériel et outillage industriels		Dont Composants		M3		KS	2595524	KT			KU	498211			
	Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers *						KV	1102285	KW			KX	101204		
		Matériel de transport *						KY	93214	KZ			LA	722		
		Matériel de bureau et mobilier informatique						LB	828310	LC			LD	147905		
	Emballages récupérables et divers *						LE		LF			LG				
	Immobilisations corporelles en cours								LH		LI		IJ			
	Avances et acomptes								LK		LL		LM			
	TOTAL III								LN	6599432	LO		LP	748044		
FINANCIÈRES	Participations évaluées par mise en équivalence								8G		8M		8T			
	Autres participations								8U	784595	8V		8W	100000		
	Autres titres immobilisés								IP		IR		IS			
	Prêts et autres immobilisations financières								IT	175026	IU		IV	69785		
	TOTAL IV								IQ	959621	IR		IS	169785		
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)								ØG	11622318	ØH		ØJ	2349620			
CADRE B		IMMOBILISATIONS						Diminutions				Valeur brute des immobilisations à la fin de l'exercice		Réévaluation légale * ou évaluation par mise en équivalence		
								par virement de poste à poste		par cessions à des tiers ou mises hors service ou résultant d'une mise en équivalence				Valeur d'origine des immobilisations en fin d'exercice		
								1		2		3		4		
INCORP.	Frais d'établissement et de développement						TOTAL I		IN		CØ		DØ	1061249	D7	
	Autres postes d'immobilisations incorporelles						TOTAL II		IO	1270	IV	20220	IW	4412316	IX	
CORPORELLES	Terrains								IP		LX		IY	51832	LZ	
	Constructions	Sur sol propre						IQ		MA			MB	545554	MC	
		Sur sol d'autrui						IR		MD			ME	624681	MF	
		Inst. gales, agencés et am. des constructions						IS	18802	MG	18802	MH	739225	MI		
	Installations techniques, matériel et outillage industriels						254213		IT	254213	MJ	3247	MK	2836276	ML	
	Autres immobilisations corporelles	Inst. gales, agencés, aménagements divers						IU	66762	MM	66762	MN	1136727	MO		
		Matériel de transport						IV	51912	MP	51912	MQ	42024	MR		
		Matériel de bureau et mobilier informatique, mobilier						IW	11234	MS	11234	MT	964981	MU		
	Emballages récupérables et divers*						IX		MV		MW		MX			
	Immobilisations corporelles en cours								MY		MZ		NA		NB	
	Avances et acomptes								NC		ND		NE		NF	
	TOTAL III						254213		IY	254213	NG	151959	NH	6941303	NI	
FINANCIÈRES	Participations évaluées par mise en équivalence								IZ		ØU		M7		ØW	
	Autres participations								IØ		ØX		ØY	884595	ØZ	
	Autres titres immobilisés								II		2B		2C		2D	
	Prêts et autres immobilisations financières								I2		2E	86784	2F	158027	2G	
	TOTAL IV								I3	86784	NJ	86784	NK	1042622	2H	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)						255483		I4	255483	ØK	258964	ØL	13457491	ØM		

Désignation de l'entreprise SA Environnement

31122007

Néant *

CADRE A

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES
(OU VENANT EN DIMINUTION DE L'ACTIF) *

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Montant des amortissements au début de l'exercice		Augmentations : dotations de l'exercice		Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises		Montant des amortissements à la fin de l'exercice	
Frais d'établissement et de développement		CY	933517	EL	80083	EM		EN	1013601
Autres immobilisations incorporelles		PE	430509	PF	67163	PG	20220	PH	477452
TOTAL I									
TOTAL II									
Terrains		PI		PJ		PK		PL	
Constructions	Sur sol propre	PM	147339	PN	23997	PO		PQ	171337
	Sur sol d'autrui	PR	528208	PS	60993	PT		PU	589202
	Inst. générales, agencements et aménagements des constructions	PV	714757	PW	2742	PX	18802	PY	698697
Installations techniques, matériel et outillage industriels		PZ	1384500	QA	253892	QB	35024	QC	1603368
Autres immobilisations	Inst. générales, agencements, aménagements divers	QD	723736	QE	52315	QF	66762	QG	709289
	Matériel de transport	QH	45318	QI	11661	QJ	38465	QK	18514
corporelles	Matériel de bureau et informatique, mobilier	QL	692955	QM	67684	QN	11234	QO	749405
	Emballages récupérables et divers	QP		QR		QS		QT	
	TOTAL III	QU	4236817	QV	473287	QW	170289	QX	4539814
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)		ØN	5600844	ØP	620534	ØQ	190509	ØR	6030868

CADRE B

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES

Immobilisations amortissables	DOTATIONS						REPRISES			Mouvement net des amortissements à la fin de l'exercice
	Colonne 1 Différentiel de durée et autres	Colonne 2 Mode dégressif	Colonne 3 Amortissement fiscal exceptionnel	Colonne 4 Différentiel de durée	Colonne 5 Mode dégressif	Colonne 6 Amortissement fiscal exceptionnel				
Frais établissements	M9	N1	N2	N3	N4	N5			N6	
TOTAL I										
Autres immob. incorporelles	N7	N8	P6	P7	80083	P8		P9	Q1	-80083
TOTAL II										
Terrains	Q2	Q3	Q4	Q5	Q6	Q7		Q8	Q8	
Constructions	Sur sol propre	Q9	8445	R1	R2	R3	R4	R5	R6	8445
	Sur sol d'autrui	R7		R8	R9	S1	S2	S3	S4	
	Inst. gales, agenc et am. des const.	S5		S6	S7	S8	S9	T1	T2	
Inst. techniques mat. et outillage	T3	2662	T4	T5	T6	235	T7	T8	T9	2427
Autres immobilisations corporelles	Inst. gales, agenc am. divers	U1	13820	U2	U3	U4	33	U5	U6	13786
	Matériel de transport	U8		U9	V1	V2		V3	V4	
	Mat. bureau et inform. mobilier	V6	1775	V7	V8	V9	13	W1	W2	1761
	Emballages récup. et divers	W4		W5	W6	W7		W8	W9	
TOTAL III	X2	26703	X3	X4	X5	282	X6	X7	X8	26421
Frais d'acquisition de titres de participations	NL			NM					NO	
TOTAL IV										
Total général (I + II + III + IV)	NP	26703	NQ	NR	NS	80365	NT	NU	NV	-53661
Total général non ventilé (NP + NQ + NR)	NW	26703		NR	NY	80365		Total général non ventilé (NW - NY)	NZ	-53661

CADRE C

MOUVEMENTS DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES*

	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Dotations de l'exercice aux amortissements	Montant net à la fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler			Z9	Z8
Primes de remboursement des obligations			SP	SR

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DÉCLARANT
N° 2055 - IMPRIMERIE NATIONALE
Février 2008 - 7 008640 1

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DECLARANT

Nature des provisions		Montant au début de l'exercice	AUGMENTATIONS : Dotations de l'exercice	DIMINUTIONS : Reprises de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
		1	2	3	4
Désignation de l'entreprise <u>SA Environnement</u> 31122007 Néant <input type="checkbox"/> *					
Provisions réglementées	Provisions pour reconstitution des gisements miniers et pétroliers	3T	TA	TB	TC
	Provisions pour investissement (art. 237 bis A-II)	3U	TD	TE	TF
	Provisions pour hausse des prix (1) *	3V	TG	TH	TI
	Amortissements dérogatoires	3X 178997	TM 26703	TN 80365	TO 125336
	Dont majorations exceptionnelles de 30 %	D3	D4	D5	D6
	Provisions fiscales pour implantations à l'étranger constituées avant le 1.1.1992 *	IA	IB	IC	ID
	Provisions fiscales pour implantations à l'étranger constituées après le 1.1.1992 *	IE	IF	IG	IH
	Provisions pour prêts d'installation (art. 39 quinquies H du CGI)	IJ	IK	IL	IM
	Autres provisions réglementées (1)	3Y 207293	TP	TQ	TR 207293
	TOTAL I	3Z 386291	TS 26703	TT 80365	TU 332629
Provisions pour risques et charges	Provisions pour litiges	4A 60000	4B	4C	4D 60000
	Provisions pour garanties données aux clients	4E 292805	4F 289698	4G 292805	4H 289698
	Provisions pour pertes sur marchés à terme	4J	4K	4L	4M
	Provisions pour amendes et pénalités	4N	4P	4R	4S
	Provisions pour pertes de change	4T 16423	4U 1853	4V 16423	4W 1853
	Provisions pour pensions et obligations similaires	4X	4Y	4Z	5A
	Provisions pour impôts (1)	5B	5C 165000	5D	5E 165000
	Provisions pour renouvellement des immobilisations *	5F	5H	5J	5K
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions	EO 50724	EP 41536	EQ	ER 92260
	Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer *	5R	5S	5T	5U
Autres provisions pour risques et charges (1)	5V 6234	5W 6234	5X	5Y 6234	
TOTAL II	5Z 419952	TV 504321	TW 309228	TX 615045	
Provisions pour dépréciation	sur immobilisations { - incorporelles - corporelles - titres mis en équivalence - titres de participation - autres immobilisations financières (1)*	6A	6B	6C	6D
		6E	6F	6G	6H
		02	03	04	05
		9U	9V	9W	9X
		06 45277	07 1466	08 17724	09 29020
	Sur stocks et en cours	6N 1392818	6P	6R 336085	6S 1056733
	Sur comptes clients	6T 308598	6U 123170	6V 4016	6W 427752
	Autres provisions pour dépréciation (1)*	6X 18	6Y 5579	6Z 18	7A 5579
	TOTAL III	7B 1746712	TY 130216	TZ 357843	UA 1519084
	TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	7C 2552956	UB 661241	UC 747437	UD 2466759
Dont dotations et reprises	- d'exploitation	UE 454404	UF 632906		
	- financières	UG 15133	UH 34165		
	- exceptionnelles	UJ 191703	UK 80365		

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculé selon les règles prévues à l'article 39-1-5° du C.G.I. 10

(1) à détailler sur feuillet séparé selon l'année de constitution de la provision ou selon l'objet de la provision.
 NOTA : Les charges à payer ne doivent pas être mentionnées sur ce tableau mais être ventilées sur l'état détaillé des charges à payer dont la production est prévue par l'article 38 II de l'annexe III au CGI.

N° 2056 - IMPRIMERIE NATIONALE Février 2008 - 7 008638 1

EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DÉCLARANT

N° 2057 - IMPRIMERIE NATIONALE Février 2008 - 7 008637 1

Désignation de l'entreprise : SA Environnement		31122007		Néant <input type="checkbox"/> *							
CADRE A		ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut 1		A 1 an au plus 2		A plus d'un an 3			
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	UL	112190	UM	112190	UN					
	Prêts (1) (2)	UP	2400	UR	2400	US					
	Autres immobilisations financières	UT	155627	UV	68952	UW		86674			
DE L'ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux	VA	433632					433632			
	Autres créances clients	UX	16684570		16684570						
	Créance représentative de titres prêtés ou remis en garantie * (Provision pour dépréciation antérieurement constituée * UO)	ZI									
	Personnel et comptes rattachés	UY	3780		3780						
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	UZ	21414		21414						
	État et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	VM	144674		144674					
		Taxe sur la valeur ajoutée	VB	274362		274362					
		Autres impôts, taxes et versements assimilés	VN								
		Divers	VP	92416		92416					
	Groupe et associés (2)	VC									
	Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)	VR	169069		169069						
	Charges constatées d'avance	VS	76938		76938						
	TOTAUX		VT	18171075	VU	17650768	VV		520307		
RENVOIS	(1) Montant des - Prêts accordés en cours d'exercice	VD									
	- Remboursements obtenus en cours d'exercice	VE									
	(2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)	VF									
CADRE B		ÉTAT DES DETTES		Montant brut 1		A 1 an au plus 2		A plus d'1 an et 5 ans au plus 3		A plus de 5 ans 4	
Emprunts obligataires convertibles (1)		7Y									
Autres emprunts obligataires (1)		7Z									
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)	à 1 an maximum à l'origine	VG	19764		19764						
	à plus d'1 an à l'origine	VH	177000		120750		56250				
Emprunts et dettes financières divers (1) (2)		8A	373351		81440		291911				
Fournisseurs et comptes rattachés		8B	6000401		6000401						
Personnel et comptes rattachés		8C	1338004		1338004						
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		8D	1465871		1465871						
État et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	8E									
	Taxe sur la valeur ajoutée	VW	223076		223076						
	Obligations cautionnées	VX									
	Autres impôts, taxes et assimilés	VQ	307187		307187						
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		8J									
Groupe et associés (2)		VI	3301		3301						
Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres)		8K	190180		190180						
Dette représentative de titres empruntés ou remis en garantie *		ZZ									
Produits constatés d'avance		8L	908564		908564						
TOTAUX		VY	11006703	VZ	10658542		348161				
RENVOIS	(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice	VJ		(2) Montant des divers emprunts et dettes contrac- tés auprès des associés personnes physiques	VL						
	Emprunts remboursés en cours d'exercice	VK		* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032							

Alain-Philippe ETLIN

33, avenue Pierre Brossolette
94048 Créteil Cedex
Tél. : 33 (0) 1 41 78 50 00
Fax : 33 (0) 1 48 99 88 22

Philippe COHEN

19-21, rue de l'Armorique
75015 Paris
Tél. : 33 (0) 1 53 91 20 27
Fax : 33 (0) 1 53 91 20 21

RAPPORT GENERAL
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
Comptes annuels – Exercice clos le 31 décembre 2007

ENVIRONNEMENT S.A.
111, boulevard Robespierre
78300 POISSY

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2007, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société ENVIRONNEMENT SA, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. - Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants exposés dans l'annexe des comptes annuels :

- Matériels Global Service Evolutif (GSE) financés en crédit bail (annexe 1.2.1)

Par dérogation aux règles et méthodes comptables habituelles, et dans le souci d'une meilleure image fidèle, les matériels GSE produits par la société et en instance de financement ne sont pas immobilisés lors de leur mise en service mais demeure comptabilisés en stock jusqu'à leur financement.

- Dépréciation des stocks de matières premières (annexe 2.1.7.5)

Les modalités de détermination de dépréciation des stocks de matières premières ont été affinées pour l'exercice 2007, et prennent en compte le taux de rotation de chaque article sur plusieurs exercices.

II. - Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Estimations comptables

- Dépréciation des stocks de matières premières (annexe 2.1.7.5)

Le système d'information de la société a permis à compter de cet exercice de tenir compte du taux de rotation de chaque article sur plusieurs exercices pour le calcul de la dépréciation des stocks de matières premières.

Nos diligences ont consisté à s'assurer du bien fondé du traitement et de la présentation de la méthode appliquée et cela dans l'objectif d'une meilleure information comptable et financière.

- Provision pour garantie données aux clients et provision pour impôts (2.2.4.3)

Sur la base des éléments disponibles à ce jour, nos appréciations de ces provisions se sont fondées sur l'analyse :

- des réalisations antérieures venant corroborer le niveau de l'estimation de la provision pour garantie données aux clients ;
- des estimations comparées des documents internes et externes à Environnement SA, ainsi que sur l'analyse des processus mis en place par la société pour évaluer le risque d'impôt.

Nous avons procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de celles-ci.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. - Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Paris et Créteil, le 28 avril 2008



Alain-Philippe ETLIN



Philippe COHEN



Environnement s.a
L'instrumentation de l'environnement

**ATTESTATION ETABLIE EN APPLICATION
DE L'ARTICLE L 225-115 DU CODE DE COMMERCE**

Je soussigné, François Gourdon, Président du conseil d'administration de la société Environnement SA, certifie que les rémunérations versées aux cinq personnes les mieux rémunérées de la Société se sont élevées à 662465,00€ (six cent soixante deux mille quatre cent soixante cinq euros) au titre de l'exercice clos le *31 décembre 2007*.

A Poissy, le 4 avril 2008

Le Président du conseil d'administration

Sur la base de notre audit des comptes de l'exercice clos le *31 décembre 2007*, nous certifions que le montant global des rémunérations versées aux personnes les mieux rémunérées déterminé par la société, figurant sur le présent document et s'élevant 662465,00€ (six cent soixante deux mille quatre cent soixante cinq euros), est exact et concorde avec les sommes inscrites à ce titre en comptabilité.

Fait à Créteil, le 14/04/2008

A.P. ETLIN

Fait à Paris, le 11/04/08

P. COHEN

Rapport Annuel

Annexe II

**Comptes Consolidés + Annexes
Rapport Général
des Commissaires aux Comptes**



Groupe Environnement SA

Groupe Environnement

Comptes Consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2007



SOMMAIRE

BILAN CONSOLIDÉ	3
COMPTE DE RÉSULTAT	4
TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE	5
ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DECEMBRE 2007	14
NOTE 1. VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	15
NOTE 2. ÉCARTS D'ACQUISITION	15
NOTE 3. IMMOBILISATIONS & AMORTISSEMENTS	16
NOTE 4. SYNTHÈSE IMMOBILISATIONS	17
NOTE 5. STOCKS	17
NOTE 6. CRÉANCES	17
NOTE 7. DETTES FINANCIÈRES	18
NOTE 8. DETTES D'EXPLOITATION	18
NOTE 9. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	19
NOTE 10. RÉSULTAT FINANCIER	19
NOTE 11. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	20
NOTE 12. STOCKS OPTIONS	20
NOTE 13. FISCALITÉ DIFFÉRÉE	21
NOTE 14. PERSONNEL	21
NOTE 15. ANALYSE SECTORIELLE	22
NOTE 16. ENGAGEMENTS HORS BILAN	22
NOTE 17. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION	23

BILAN CONSOLIDÉ

En Kilo Euros

ACTIF	Note	31-déc.-07	31-déc.-06
Ecarts d'acquisition	2	61	122
Immobilisations incorporelles	3	3 935	2 570
Immobilisations corporelles	3	6 620	6 423
Immobilisations financières	3	348	248
Actif immobilisé	3	10 964	9 363
Stocks	5	8 585	4 945
Clients et comptes rattachés	6	18 396	16 405
Autres créances et comptes de régularisation	6	1 486	1 777
Trésorerie et équivalents	TFT	12 431	14 349
Actif circulant		40 899	37 477
Total de l'actif		51 863	46 839

PASSIF	Note	31-déc.-07	31-déc.-06
Capital (1)		11 125	11 111
Primes		9 654	9 591
Ecart de conversion		- 146	- 86
Réserves consolidés		8 795	6 347
Résultat part du groupe		2 414	2 866
Capitaux propres	1	31 842	29 829
Intérêts minoritaires	1		
Autres fonds propres		126	164
Provisions pour risques et charges	9	1 158	968
Emprunts et dettes financières	7	4 580	3 353
Fournisseurs et comptes rattachés	8	7 218	6 124
Autres dettes et comptes de régularisation	8	6 939	6 400
Total du passif		51 863	46 839

(1) de l'entreprise consolidante

COMpte DE Résultat

En Kilo Euros

	Note	31-déc.-07	31-déc.-06
Chiffre d'affaires	15	42 229	44 431
Production stockée, immobilisée		291	- 52
Subventions d'exploitation		135	333
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges		668	160
Autres produits		280	461
Achats & variations de stocks		- 18 634	- 20 834
Charges de personnel	14	- 12 582	- 11 746
Autres charges d'exploitation		- 6 601	- 6 317
Impôts et taxes		- 596	- 566
Dotations aux amortissements et aux provisions		- 1 624	- 1 850
Résultat d'exploitation		3 566	4 020
Charges et produits financiers	10	46	121
Résultat courant des entreprises intégrées		3 612	4 141
Charges et produits exceptionnels	11	- 119	- 83
Impôts sur les résultats	13	- 1 018	- 1 131
Résultat net des entreprises intégrées		2 475	2 927
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	2	- 61	- 61
Résultat net de l'ensemble consolidé		2 414	2 866
Intérêts minoritaires			
Résultat net (Part du groupe)		2 414	2 866
Résultat par action (en euros)		1,30	1,55
Résultat dilué par action (en euros)		1,27	1,47

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

En Kilo Euros

	31-déc.-07	31-déc.-06
Résultat net des sociétés intégrées	2 414	2 866
- Amortissement et provisions (1)	1 408	956
- Variation des impôts différés	- 1	157
- Plus-values de cession d'actif	16	15
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	3 837	3 994
- Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité (2)	- 2 063	1 101
Flux net de trésorerie généré par l'activité	1 774	5 095
- Acquisition d'immobilisation	- 2 405	-2 321
- Cession d'immobilisations	113	195
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	- 2 292	-2 126
- Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	- 419	-406
- Augmentation de capital en numéraire	77	11 104
- Emissions d'emprunts	28	243
- Remboursement emprunts	- 1 002	-1 332
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	- 1 315	9 609
Variation de la trésorerie	- 1 833	12 578
Trésorerie d'ouverture	14 326	1 757
Trésorerie de clôture	12 417	14 325
- Incidence des variations de change	- 76	-10

(1) hors provisions sur actif circulant

(2) essentiellement variation des créances et des dettes liées à l'activité

(3) Prix d'achat ou de vente augmenté ou diminué de la trésorerie acquise ou versée

Analyse de la trésorerie de clôture

Trésorerie et équivalents	12 431	14 349
Découverts bancaires et équivalents	- 15	-24
Trésorerie nette	12 417	14 325

Précisions :

Les augmentations d'immobilisations issues du retraitement des contrats en crédit-bail sont exclues du poste d'acquisition d'immobilisations car elles sont sans effet sur la trésorerie. Cependant les éléments des contrats « Global Service Évolutif » étant dans un premier temps financé par la société font partie des augmentations effectives de l'exercice, ayant un impact temporaire sur la trésorerie. Dès que le financement en leasing sera effectif, ces contrats seront considérés comme des contrats de crédit bail standard.

Un détail de ces acquisitions est présenté en note 2.

PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les comptes consolidés arrêtés au 31/12/2007 ont été établis conformément aux dispositions du règlement CRC n° 99-02 sur les comptes consolidés.

Sauf indication particulière, les données financières fournies sont exprimées en milliers d'euros.

● **Faits marquants de l'exercice**

La société Environnement SA a réalisé en 2007 l'acquisition de deux fonds de commerce; le personnel repris est au total de 21 personnes. Le groupe dispose ainsi de quatre établissements stables sis à Poissy, Marseille, Francfort et Bidart et de deux filiales.

Aucun autre fait significatif n'est survenu au cours de l'exercice.

● **Date de clôture des comptes**

Toutes les sociétés du groupe clôturent leurs comptes au 31 Décembre de chaque année.

● **Capital**

Mouvements de l'exercice

Au 31 décembre 2007, le capital est composé de 1.854.159 actions de 6 euros de valeur nominale, dont 30.350 sont détenues en propre par la société.

	Nombre d'actions	Valeur
Position début de l'exercice, valeur nominale 6 €	1.851.868	11.111.208
Augmentation de capital réservée aux adhérents d'un PEE	2.291	13.746
Position fin de l'exercice, valeur nominale 6 €	1.854.159	11.124.954

Options de souscription

Le nombre total d'action pouvant être émises est de 126.000 (25.200 actions avant la division de la valeur nominale).

Les options de souscription ou d'achat d'action consenties aux mandataires sociaux et aux salariés qui ont été émises antérieurement au 1^{er} janvier 2005 sont les suivantes:

Première option : 63.000 actions au prix de 9,52 euros, dont 52.500 actions avec une date de levée d'option du 14 mai 2007 au 12 mai 2010, et 10.500 actions avec une date de levée d'option du 18 septembre 2007 au 17 septembre 2010.

Seconde option : 35.200 actions au prix de 10,40 euros (7 040 au prix de 52 € avant la division de la valeur nominale par 5), avec une date de levée du 30 juin 2008 au 30 juin 2011.

Le total des options consenties au 31 décembre 2007 est donc de 98.200 actions (19 640 actions avant la division de la valeur nominale par 5), dans la mesure où il n'y a pas eu de nouvelle option consentie au cours de l'année 2007.

En 2007, 50 250 actions ont été levées.

Autres fonds propres

Les autres fonds propres correspondent à des avances conditionnées qui font l'objet d'un remboursement dans les conditions prévues au moment de leur attribution. Il n'y a pas eu de nouvelle avance en 2007.

● Immobilisations incorporelles et corporelles

Immobilisations incorporelles :

Frais de développement

Le groupe a pour politique de ne pas activer ses frais de Développement. Ces derniers sont enregistrés dans les charges de l'exercice.

Les frais inscrits à l'actif au 1er janvier 2005 ont été repris des comptes de la société absorbée SFI. Ces frais correspondent à des projets nettement individualisés, ayant de sérieuses chances de réussite technique et de rentabilité commerciale. Ils respectent les nouveaux critères définis par les règlements CRC, et sont maintenus à l'actif conformément à l'avis du CNC 2005 D du 1er juin 2005.

Types de dépenses (en euros)	Immobilisations	Mode & Durée d'amortissement	Nom de la société absorbée
Spalax	963.070	Linéaire - 7 ans	SFI
TGD	98.239	Linéaire - 5 ans	SFI
Total	1.061.249		

Fonds commercial

Les fonds de commerce exploités ont été acquis pour 7.622 €, et reçus en apport pour 2.164.776€. Ces fonds ne sont pas dépréciés car ils font partie intégrante du fonds de commerce actuel de la société.

En 2007, Environnement SA a repris une activité exploitée à Francfort (Allemagne) et un établissement à Bidart (64).

Précédent exploitant	Date d'effet	Valeur de rachat
Becker	01/01/2007	438 000
Iseo (groupe Vinci)	01/10/2007	855 000

Ces fonds, acquis en 2007, ne sont pas dépréciés, aucune modification substantielle n'ayant été constatée au 31 décembre dans l'activité des sites repris.

Amortissements

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Frais de recherche et de développement	Linéaire	5 à 7 ans
Logiciels et progiciels	Linéaire	1 à 5 ans

Immobilisations corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les frais d'acquisition sont comptabilisés en charges.

Ce poste est constitué de constructions, de mobiliers, de matériels de bureau et informatiques et de matériels de transport.

Ces biens sont amortis, selon un mode linéaire ou dégressif et selon leur nature. Les durées d'utilité appliquées en 2007 sont les suivantes :

Types d'immobilisations	Durées d'amortissement	mode
Constructions	10 à 50 ans	Linéaire
Agencements et aménagements / constructions	5 à 20 ans	Linéaire
Matériel et outillage industriels	5 à 15 ans	Linéaire
Agencements, installations générales	4 à 10 ans	Linéaire
Matériel de transports	2 à 5 ans	Linéaire
Matériel de bureau et informatique	3 à 5 ans	Linéaire
Mobilier de bureau	4 à 10 ans	Linéaire
Stock de sécurité	8 ans	Linéaire

Il est précisé que le Groupe avait appliqué au 1^{er} janvier 2005 les dispositions prévues par le règlement CRC 2004-06 (comptabilisation par composants et dépréciation des actifs). Il a été opté pour la méthode prospective.

Le détail des durées d'amortissement retenues pour les constructions est le suivant :

Terrassement VRD (structure)	50 ans
Maçonnerie Béton Armé (structure)	50 ans
Dallage	20 ans
Charpente	50 ans
Etanchéité	15 ans
Bardage (structure)	50 ans
Serrurerie	20 ans
Menuiseries intérieures et Extérieures	15 ans
Electricité/Plomberie	20 ans
Revêtements de Sols	10 ans
Peinture	10 ans
Cloisons/Faux Plafonds/Plâtrerie	20 ans
Ascenseurs	15 ans
Chauffage	15 ans

L'application des règles fiscales a conduit à comptabiliser un montant d'amortissements dérogatoires (charges exceptionnelles) relatifs aux immobilisations corporelles pour un montant de 26.704 euros (durée d'utilité supérieure à la durée d'usage) ainsi qu'une reprise de 80.366 euros qui seront retraités en consolidation.

Immobilisations en location financement :

Le groupe applique la méthode préférentielle du règlement 99-02 pour le traitement des contrats de location financement. Les biens financés par ce type de contrat sont inscrits à l'actif du bilan avec pour contrepartie un emprunt au passif.

● **Titres de participation**

Le coût d'acquisition des titres est égal au montant de la rémunération remise au vendeur majoré des coûts nets d'impôts directement imputables à l'acquisition et des ajustements de prix futurs mesurés de façon fiable et dont le versement est probable.

● **Titres de participation non consolidés & valeurs mobilières de placement**

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque leur valeur d'utilité à la clôture de l'exercice est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée.

● **Stocks, en-cours, produits finis, affaires « Global Service Évolatif »**

Valorisation des encours

A compter de 2006, les en-cours affectés aux commandes sont valorisés en totalité selon la méthode de l'avancement, et sont inclus dans le poste client et comptes rattachés.

Au 31.12.2007, le stock de produits en cours comprend les matériels produits et en attente de financement par crédit bail pour un montant de 520 240 euros (contrat GSE) et des stocks de matériels en cours de production, non affectés à une commande, pour 593 330 euros.

Stocks de produits achetés

Les stocks de matières et fournitures sont évalués au prix d'achat moyen pondéré hors TVA.

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires, majorés des frais d'approche évalués à 5,5%.

Matériel GSE financés en crédit bail

Les matériels GSE financés par crédit bail ont été produits par la société en 2007 pour un montant de 623 089 €. Ce montant correspond au coût de production qui a été facturé à la société de crédit.

Par dérogation aux règles et méthodes comptables habituels, et dans le souci d'une meilleure image fidèle, les matériels GSE produits par la société et en instance de financement ne sont pas immobilisés lors de leur mise en service. Le délai de quelques mois qui sépare la mise en service et le financement du matériel est considéré comme non significatif, au regard des écritures exceptionnelles qui seraient générées par un traitement en immobilisation (dotation aux amortissements, charges et produits exceptionnels lors de la cession du matériel à l'organisme financier).

Stock de sécurité

Le groupe a constitué un stock de sécurité pour assurer le service des contrats Global Service Evolution (GSE). Ce stock a été maintenu en immobilisation pour un montant de 330 200 euros au 31 décembre 2007.

Le stock GSE est composé de stocks sur chacun des sites clients. Le stock GSE correspond à du stock de sécurité qui doit être immobilisé dans la mesure où la consommation en est faite sur une durée supérieure à 12 mois et qu'il permet d'éviter une interruption de la prestation GSE.

Le stock de sécurité est amorti sur 8 ans, durée moyenne des contrats GSE. Les articles consommés les années suivantes sont comptabilisés en charges.

Provisions sur stocks

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé. Elle s'élève à 1 056 733 € au 31/12/2007, et concerne exclusivement les stocks de produits achetés.

Le stock basé à Igny, détruit en 2008, est déprécié en totalité (501 K€).

Les modalités de détermination des provisions sur le stock matières premières ont été affinées pour la clôture 2007, et prennent en compte le taux de rotation de chaque article sur plusieurs exercices.

Jusqu'au 31 décembre 2006, pour le stock de matières premières basés à Poissy, les articles sans mouvement depuis plus de 2 ans étaient dépréciés à 95%, le taux étant de 50% pour les articles sans mouvement depuis plus d'1 an.

A compter de la clôture 2007, les règles applicables sont désormais les suivantes :

<i>Absence de rotation depuis plus de 2 ans</i>	<i>30 %</i>
<i>Absence de rotation depuis plus de 3 ans</i>	<i>60 %</i>
<i>Absence de rotation depuis plus de 4 ans</i>	<i>90 %</i>

Provision pour gros entretien des matériels GSE

. La provision pour gros entretien constituée à hauteur de 92 260 euros, concerne les matériels qui font l'objet de contrats Global Service Evolution (GSE).

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les créances dont l'antériorité est supérieure à 12 mois à la date de clôture font l'objet d'une provision de 50% de leur montant HT. Celles dont l'antériorité est supérieure à 24 mois, sont provisionnées à hauteur de 90%, puis à 100% au-delà de 36 mois. Cette provision est ajustée pour les risques spécifiques.

● Ecart de conversion

En matière de comptabilisation des écarts de conversion, le groupe applique la méthode préférentielle du règlement CRC n° 99-02

Les dettes et créances en monnaies étrangères sont valorisées au cours de change de clôture, les écarts de conversion actifs et passifs sont enregistrés en résultat financier.

● Conversion des états financiers des sociétés étrangères

Les postes de l'actif net des sociétés étrangères sont convertis en euros sur la base des cours de change au 31 décembre. Les postes du compte de résultat sont convertis sur la base des cours de change moyens annuels. La différence de conversion sur l'actif net d'ouverture et sur le compte de résultat est inscrite dans les capitaux propres sous la rubrique écart de conversion.

Les cours utilisés au 31 décembre 2007 pour la filiale US ALTECH sont les suivants (contre valeur en euros):

Devise	Cours de clôture 31/12/2007	Cours moyen 2007
USD	1.47210	1.37062

La part du groupe dans les pertes ou les profits de conversion, après déduction, s'il y a lieu, de l'effet fiscal y afférent, est comprise en écarts de conversion dans les capitaux propres, jusqu'à ce que les actifs ou passifs en devises étrangères auxquels ils se rapportent soient vendus ou liquidités.

● Impôts différés

Les impôts différés sont comptabilisés selon la méthode du report variable.

Les écarts temporaires entre le résultat comptable et le résultat fiscal sont traduits dans les comptes.

Par prudence, les actifs d'impôts différés ne sont pas pris en compte si leur récupération s'avère être improbable dans un délai raisonnable.

Les effets de variations de taux d'impôt et/ou de changement de règles fiscales sur les actifs et passifs d'impôt différé existants affectent le résultat de l'exercice.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés lorsqu'ils concernent une même entité fiscale.

● Social

Engagements de retraite

En matière d'engagements de retraite, le Groupe applique la méthode préférentielle du règlement 99-02. Les engagements en matière de pension, de complément de retraite et d'allocations en raison du départ à la retraite des membres du personnel sont évalués selon un calcul actuariel établi sur la base des dispositions légales ou conventionnelles applicables à la société.

Les principales hypothèses de calcul sont les suivantes :

- taux d'actualisation : 5.48 %
- taux d'évolution des rémunérations : 2 %
- taux de turnover moyen : 4.5 % par an
- conditions de départ en retraite des cadres : 65 ans à l'initiative de l'employeur

- conditions de départ en retraite pour les non cadres : à l'initiative du salarié (généralement avant 65 ans).
- Application de la table de mortalité statistique de la DARRES.

Droits individuels à la formation

Droits individuels à la formation	Volume d'heures de formation
Cumul des droits acquis par les salariés au cours de l'exercice	12.436 heures
Cumul n'ayant pas fait l'objet d'une demande des salariés	12.436 heures

● Exclusions du périmètre de consolidation

Toutes les participations significatives détenues par le Groupe ont été consolidées au 31 décembre 2007.

La société CYE filiale espagnole qui est détenue à 100 % n'est pas consolidée en raison de sa mise en liquidation amiable. Toutes les conséquences de cette liquidation ont été comptabilisées.

● Disponibilité et divers

Valeur et mouvements des actions propres détenues comptabilisées en VMP

La société détient 30.350 actions de ses propres actions, soit 1.64% du Capital. Celles-ci figurent au bilan pour un montant de 304.672, dans le poste Valeurs mobilières de placement

● Analyse sectorielle

L'analyse sectorielle est limitée à une présentation du chiffre d'affaires par secteur géographique.

● Autres engagements

La société SFI, absorbée par la société ENVIRONNEMENT SA, en 2002 a développé des appareils en partenariat avec le CEA.

SFI a reçu un complément de participation du CEA de 100.000 Euros, comptabilisé en produit de l'exercice 2002. Cette somme est assortie d'une clause de remboursement au CEA en fonction des ventes ultérieures. Ces remboursements seront comptabilisés en charge au fur et à mesure de leur versement.

MÉTHODE DE CONSOLIDATION

Les sociétés sont consolidées selon la méthode d'intégration globale car le groupe exerce un contrôle exclusif sur toutes ses filiales.

● Critères de consolidation

L'entrée dans le périmètre de consolidation d'une entreprise résulte en principe de sa prise de contrôle par le groupe quelles que soient les modalités juridiques de l'opération.

Il n'y a pas de participation dont la contribution au chiffre d'affaires, au résultat d'exploitation, à l'endettement ou à la situation nette du groupe ne serait pas significative et qui en conséquence ne seraient pas consolidées.

● Première consolidation

Lors de la première consolidation d'une entreprise la valeur d'entrée des éléments identifiables de son actif et de son passif est évaluée selon le principe de la juste valeur.

La différence constatée entre la valeur d'entrée dans le bilan consolidé et la valeur comptable du même élément dans le bilan de l'entreprise consolidée constitue un écart d'évaluation. Les écarts d'évaluation représentatifs d'actifs immobilisés sont amortis s'ils sont relatifs à des actifs amortissables.

La différence entre le coût d'acquisition des titres et l'évaluation totale des actifs et passifs identifiables constitue l'écart d'acquisition. Les écarts d'acquisition négatifs sont présentés en provisions pour risques au bilan et sont repris en résultat sur une durée reflétant les objectifs fixés lors de l'acquisition.

Il ne subsiste dans les comptes aucun écart de première consolidation.

● Date de clôture des comptes

Toutes les sociétés du groupe clôturent leurs comptes au 31 Décembre de chaque année.

● Opérations internes

Toutes les opérations réciproques significatives réalisées entre les sociétés intégrées du groupe sont éliminées. Les résultats internes sur cession d'actifs entre sociétés du groupe sont éliminés s'ils sont significatifs pour le Groupe.

● Calcul du résultat dilué

La méthode de calcul retenue pour le résultat dilué est la division du résultat de l'exercice par la totalité des actions de la société mère augmenté du nombre d'options consenties à la fin de l'exercice.

● Écart d'acquisition

La différence entre le coût d'acquisition des titres et l'évaluation totale des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition constitue l'écart d'acquisition; celui-ci est amorti sur 5 ans.

Le coût d'acquisition des titres correspond au prix d'acquisition majoré des frais d'acquisition nets d'impôt lorsque ceux-ci correspondent à des coûts externes, directement liés à l'acquisition et engagés avant l'acquisition.

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 décembre 2007

Note 1. VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

En Kilo Euros

	Capital	Primes	Réserves	Résultat	Autres	TOTAL
Situation nette at 31 décembre 2005	8 861	737	3 818	2 937	- 44	16 310
Variation de capital de l'entreprise consolidante	2 250	8 854				11 104
Dividendes versés		- 408				- 408
Affectation en réserves			2 937	- 2 937		
Résultat				2 866		2 866
Variations des écarts de conversion					- 42	- 42
Situation nette at 31 décembre 2006	11 111	9 591	6 347	2 866	- 86	29 829
Variation de capital de l'entreprise consolidante	14	63				77
Dividendes versés			- 419			- 419
Affectation des réserves			2 866	- 2 866		
Résultat				2 414		2 414
Autres variations					- 60	- 60
Situation nette at 31 décembre 2007	11 125	9 654	8 795	2 414	- 146	31 842

Changement de méthode d'évaluation selon la méthode de l'avancement

Note 2. ÉCARTS D'ACQUISITION

En Kilo Euros

PARTICIPATIONS	ECART D'ACQUISITION POSITIF				
	Valeur brute	Amortissements cumulés	Dotation exercice	Amortissements cumulés	Valeur nette
	31-déc.-06	31-déc-06		31-déc-07	31-déc.-07
<i>Italie</i>	306	183	61	244	61
TOTAL	306	183	61	244	61

Note 3. IMMOBILISATIONS & AMORTISSEMENTS

En Kilo Euros

	31-déc.-06	Acquisition	Cession	Ecart de conversion	Autres variations	31-déc.-07
Immobilisations Incorporelles						
Concessions, brevets et droits similaires	711	138	- 20		1	830
Fonds commercial	2 172	1 293				3 465
Autres immobilisations incorporelles	116	1				118
Immobilisations incorporelles brutes	3 000	1 432	- 20		1	4 413
Immobilisations Corporelles						
Terrains	52					52
Constructions	1 928		- 19			1 909
Installations techniques	2 805	508	- 3	- 21	- 236	3 054
Matériels et installations en location - financement	4 067	663				4 730
Autres immobilisations corporelles	2 072	294	- 130		- 18	2 218
Autres immobilisations corporelles en location - financement	512	102	- 71			543
Immobilisations en cours	2				- 1	1
Immobilisations corporelles brutes	11 438	1 568	- 223	- 21	- 255	12 506
Immobilisations Financières						
Titres de participation	314					314
Prêts	39		- 37			3
Autres immobilisations financières	136	70	- 50			156
Créances rattachées à des participations	12	100				112
Immobilisations financières brutes	501	170	- 87			584

	31-déc.-06	Dotations	Reprises	Ecart de conversion	Autres variations	31-déc.-07
Amortissements immobilisations incorporelles						
Concessions, brevets et droits similaires	431	67	- 20			478
Amortissements	431	67	- 20			478
Immobilisations Incorporelles nettes	2 569					3 935
Amortissements immobilisations corporelles						
Constructions	1 390	88	- 19			1 459
Matériels et installations	1 532	454	- 35	- 15		1 936
Matériels et installations en location - financement	432	92				524
Autres immobilisations corporelles	1 484	132	- 116			1 499
Autres immobilisations corporelles en location - financement	182	328	- 43			467
Amortissements	5 020	1 094	- 213	- 15		5 886
Immobilisations Corporelles nettes	6 418					6 620
Provisions Immobilisations Financières						
Provision titres de participations	207					207
Provision autres immobilisations financières	45		- 16			29
Provisions	252		- 16			236
Immobilisations Financières nettes	249					348

Note 4. SYNTHÈSE IMMOBILISATIONS

En Kilo Euros

	Valeurs brutes	Amortissements	Valeurs nettes
Immobilisations incorporelles	4 413	478	3 935
Immobilisations corporelles	12 506	5 886	6 620
Immobilisations financières	584	236	348
Total	17 503	6 600	10 903

Note 5. STOCKS

En Kilo Euros

	Brut 31-déc.-07	Dépréciation	Net 31-déc.-07
Matières premières	8 631	1 160	7 471
En-cours de production	1 114		1 114
Total	9 745	1 160	8 585

Note 6. CRÉANCES

En Kilo Euros

	31-déc.-07	31-déc.-06
Avances, acomptes sur commande	313	288
Créances clients	18 396	16 404
Autres créances	706	912
Actifs d'impôts différés	372	378
Charges constatées d'avance	95	199
Créances d'exploitation	19 882	18 181

Note 7. DETTES FINANCIÈRES

En Kilo Euros

	31-déc.-07	31-déc.-06
Emprunt auprès des établissements de crédit	225	164
Emprunt location financement	3 967	437
Intérêts courus sur emprunts	34	2 581
Emprunts et dettes financières divers	340	311
Découverts bancaires (1)	15	24
Total	4 580	3 517

(1) Ces postes sont présentés en variation nette de l'exercice

	31-déc.-07	< 1 an	> 1 an & < 5 ans	> 5 ans
Emprunt auprès des établissements de crédit	225	168	56	
Emprunt location financement	3 967	755	2 918	294
Intérêts courus sur emprunts	34	34		
Emprunts et dettes financières divers	340	48	292	
Découverts bancaires (1)	15	15		
Total	4 580	1 020	3 266	294

Note 8. DETTES D'EXPLOITATION

En Kilo Euros

	31-déc.-07	31-déc.-06
Avances, acomptes reçus / commandes	1 565	1 757
Dettes fournisseurs	7 218	6 124
Dettes fiscales et sociales	3 551	3 244
Autres dettes	424	221
Produits constatés d'avance	1 398	1 178
Total	14 157	12 524

Les dettes d'exploitation ont pour l'essentiel une maturité inférieure à 1 an.

Note 9. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

En Kilo Euros

	31-déc.-06	Dotation	Reprise	Variation de change	31-déc.-07
Provisions pour risques	442	318	- 311	- 5	444
Provisions pour charges	378	213	- 17		574
Provision pour impôts différés	148		- 8		140
Total	968	531	- 337	- 5	1 158

Note 10. RÉSULTAT FINANCIER

En Kilo Euros

	31-déc.-07	31-déc.-06
- Produits de participation	37	7
- Produits nets sur cession de valeurs mobilières	402	261
- Autres produits financiers	16	3
- Différence de change positive	19	34
- Reprise sur provision et transferts de charges	52	8
PRODUITS FINANCIERES	525	313
- Dotations aux provisions risques financiers	- 34	-28
- Intérêts des emprunts	- 170	-130
- Différence négative de change	- 38	-34
- Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	- 236	
CHARGES FINANCIERES	- 479	-192
RESULTAT FINANCIER	46	121

Note 11. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL

En Kilo Euros

	31-déc.-07	31-déc.-06
- Sur opération de gestion	119	2
dont produits sur exercices antérieurs	7	
dont Pénalités-dédits Achats Ventes	29	2
- Sur opération en capital	26	12
- Reprises de provisions et transferts de charges	27	32
PRODUITS EXCEPTIONNELS	172	46
- Sur opération de gestion	- 57	-69
dont Pénalités-débit Achats Ventes	7	19
dont Amendes et pénalités	1	50
dont charges sur exercices antérieurs	7	
dont créances irrécouvrables	2	
- Sur opération en capital	- 42	-27
- Dotations aux provisions	- 192	-33
CHARGES EXCEPTIONNELLES	- 291	-129
RESULTAT EXCEPTIONNEL	- 119	-83

Note 12. STOCKS OPTIONS

Informations concernant les options de souscription ou d'achat d'actions consenties aux mandataires sociaux et salariés :

- Nombre total d'options pouvant être émises	126 000
- Première option : actions émises à 9.52 €,	63 000
52 500 actions avec pour période de levée d'option : du 14/05/2007 au 12/05/2010	
10 500 actions avec pour période de levée d'option : du 18/09/2007 au 17/09/2010	
- Seconde option : actions émises au prix de 10,40€	35 200
(7 040 au prix de 52 € avant la division de la valeur nominale par 5)	
Période de levée d'option : du 30/06/2008 au 30/06/2011	

Soit un total d'options consenties au 31/12/2006 de 98 200 actions (19 640 actions avant la division de la valeur nominale par 5) dans la mesure où il n'y a pas eu de nouvelle option consentie au cours de l'année 2006.

50 250 options ont été levées en 2007

Toutes les options consenties sont des options d'achat.

Note 13. FISCALITÉ DIFFÉRÉE

ANALYSE DE LA CHARGE D'IMPOT

	31-déc.-07	31-déc.-06
- Impôts exigibles	1 020	974
- Impôts différés	- 1	157
Total	1 018	1 131

Note 14. PERSONNEL

Effectifs moyens de l'exercice	31-déc.-07	31-déc.-06
Poissy	169	156
Bidart	4	
Eschborn (Allemagne)	3	
Igny		13
Marseille	2	2
Italie	7	6
Etats Unis	18	16
Total	203	193

CHARGES DE PERSONNEL

Charges de personnel	31-déc.-07	31-déc.-06
Salaires	8 947	8 300
Charges sociales	3 635	3 446
Total	12 582	11 746

Note 15. ANALYSE SECTORIELLE

En Kilo Euros

Zones géographiques	31-déc.-07	31-déc.-06	31-déc.-05
France	33 013	37 463	33 645
Italie	3 461	3 824	5 572
Etats-Unis	5 756	3 144	2 921
Total	42 229	44 431	42 138

Secteurs	31-déc.-07	31-déc.-06	31-déc.-05
Production vendue	34 860	38 603	39 475
Prestations de services	7 369	5 828	2 663
Total	42 229	44 431	42 138

Note 16. ENGAGEMENTS HORS BILAN

		31-déc.-07	31-déc.-06
Cautions données	EUR	5 328 700	7 614 444
	USD	10 295	21 800
	MTL	-	120 620
	TND	-	16 500
Dettes garanties par des sûretés réelles			
Nantissement de fonds de commerce		210 450	210 450
Total		210 450	210 450

Note 17. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

● De l'exercice :

Sociétés	Pays	Méthode	% d'intérêt 31-déc-2007	
Environnement SA		France	IG	consolidante
Environnement Italia		Italie	IG	100%
Altech USA		USA	IG	100%

IG = Intégration Globale

● De l'exercice antérieur :

Sociétés	Pays	Méthode	% d'intérêt 31-déc-2006	
Environnement SA		France	IG	consolidante
Environnement Italia		Italie	IG	100%
Altech USA		USA	IG	100%

IG = Intégration Globale

Alain-Philippe ETLIN

33, avenue Pierre Brossolette

94048 Créteil Cedex

Tél. : 33 (0) 1 41 78 50 00

Fax : 33 (0) 1 48 99 88 22

Philippe COHEN

19-21, rue de l'Armorique

75015 Paris

Tél. : 33 (0) 1 53 91 20 27

Fax : 33 (0) 1 53 91 20 21

RAPPORT GENERAL
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
Comptes consolidés – Exercice clos le 31 décembre 2007

ENVIRONNEMENT S.A.

111, boulevard Robespierre
78300 POISSY

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société ENVIRONNEMENT SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2007, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. - Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants exposés dans l'annexe des comptes consolidés :

- Matériels Global Service Evolutif (GSE) financés en crédit bail

Par dérogation aux règles et méthodes comptables habituelles, et dans le souci d'une meilleure image fidèle, les matériels GSE produits par la société et en instance de financement ne sont pas immobilisés lors de leur mise en service mais demeure comptabilisés en stock jusqu'à leur financement.

- Dépréciation des stocks de matières premières

Les modalités de détermination de dépréciation des stocks de matières premières ont été affinées pour l'exercice 2007, et prennent en compte le taux de rotation de chaque article sur plusieurs exercices.

II. - Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Estimations comptables

- Dépréciation des stocks de matières premières

Le système d'information de la société a permis à compter de cet exercice de tenir compte du taux de rotation de chaque article sur plusieurs exercices pour le calcul de la dépréciation des stocks de matières premières.

Nos diligences ont consisté à s'assurer du bien fondé du traitement et de la présentation de la méthode appliquée et cela dans l'objectif d'une meilleure information comptable et financière.

- Provision pour garantie données aux clients et provision pour impôts

Sur la base des éléments disponibles à ce jour, nos appréciations de ces provisions se sont fondées sur l'analyse :

- des réalisations antérieures venant corroborer le niveau de l'estimation de la provision pour garantie données aux clients ;
- des estimations comparées des documents internes et externes à Environnement SA, ainsi que sur l'analyse des processus mis en place par la société pour évaluer le risque d'impôt.

Nous avons procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de celles-ci.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. - Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Paris et Créteil, le 28 avril 2008



Alain-Philippe ETLIN

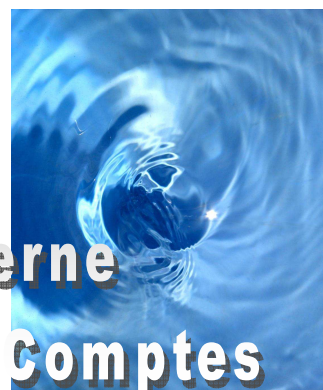


Philippe COHEN

Rapport Annuel

Annexe III

Rapport sur le contrôle interne
Rapport des Commissaires aux Comptes



Groupe Environnement SA

Loi sur la Sécurité Financière

Rapport du Président du Conseil d'Administration

sur le Contrôle Interne

Rapport du Président du Conseil d'Administration sur les conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil et sur les procédures de contrôle interne mises en place par la société.

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En ma qualité de Président du Conseil d'Administration et conformément aux dispositions de l'article L.225.37, alinéa 6, du Code du Commerce, je vous rends compte aux termes du rapport :

- des conditions de préparation et d'organisation des travaux de votre Conseil d'Administration au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2007
- et des procédures de contrôle interne mises en place par la société

1. Conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'Administration

- **Composition du Conseil d'Administration**

Conformément à l'article 225-51-1 du Code de commerce, le Conseil d'Administration dans sa séance du 28 juin 2002, a opté pour le non cumul des fonctions de Président du Conseil d'administration et de Directeur Général.

Le Conseil d'Administration est composé de sept Administrateurs qui sont nommés pour une durée de six années.. Un administrateur a été nommé en 2002 et son mandat prend fin lors de l'assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice 2007. Deux administrateurs ont été nommés ou renouvelés en 2003 et leur mandat prend fin lors de l'assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice 2008. Les mandats de deux administrateurs ont été renouvelés lors de l'assemblée du 28 juin 2005. Ces mandats prendront fin lors de l'assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice 2010. Deux nouveaux administrateurs ont été désignés lors de l'assemblée générale du 30 novembre 2005. Ces mandats prendront fin lors de l'assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice 2010

En 2007, le Conseil d'Administration s'est réuni cinq fois avec des taux de présence de ses administrateurs de respectivement 100%, 85%, 100%, 57% et 71%.

Le rôle du Conseil d'administration défini par la loi et les statuts de la société est de déterminer les orientations de l'activité de la Société et de veiller à leur mise en œuvre.

Limitations apportées par le conseil d'administration aux pouvoirs du directeur général

Il est précisé que dans sa délibération du 28 juin 2002, le Conseil d'Administration n'a pas limité les pouvoirs du directeur général.

2. Procédures de contrôle interne mises en place chez Environnement SA

Le contrôle interne est un processus mis en œuvre par le conseil d'administration, les dirigeants et le personnel en vue d'assurer, dans la mesure du possible, la gestion rigoureuse et efficace des activités de la société. Ces procédures impliquent :

- ✓ Le respect des politiques de gestion,
- ✓ La sauvegarde des actifs,
- ✓ La prévention et la détection des fraudes et erreurs,
- ✓ L'exactitude et l'exhaustivité des enregistrements comptables,
- ✓ L'établissement en temps voulu d'informations comptables et financières fiables.

• **Organisation générale du processus de contrôle interne dans la société**

L'existence, la pérennité et l'efficacité du processus de contrôle interne au regard des objectifs qui lui sont assignés, est l'affaire de tous les acteurs de l'entreprise. Ceux-ci garantissent, d'une part le respect des procédures d'Environnement SA, d'autre part par la remontée des anomalies éventuellement constatées, une évaluation permanente des processus et une amélioration de leur efficacité.

Toutefois, comme tout système de contrôle, le système de contrôle interne mis en place dans l'organisation actuelle d'Environnement SA ne peut apporter l'assurance absolue que par son existence, tous les risques sont éliminés et on ne peut exclure la possibilité que certains contrôles soient contournés ou outrepassés.

Pour pallier ce risque et le limiter autant que possible, l'organisation actuelle privilégie l'existence de délégations limitées en matière de décisions et de signatures de la Direction Générale :

- Engagement de dépenses d'exploitation -> Directeur Supply Chain
- Engagement de dépenses de recherches et d'industrialisation -> Directeur de la recherche
- Engagement de dépenses d'investissement -> Directeur Général
- Emission de devis et acceptation de commande client -> Directeur commercial ou Responsable Zone
- Cautions, avals et engagements de la société -> Directeur Général
- Encours client -> Directeur Financier
- Mise en règlements (fournisseurs, salaires, taxes...) -> Directeur Financier ou Contrôleur de Gestion
- Validation des règlements (fournisseurs, salaires, taxes...)-> Signataires autorisés en banque
- Recrutement -> Directeur Général

La Société a réalisé son introduction sur Alternext le 19/01/2006 et a donc renforcé le contrôle de son activité afin de garantir l'intégrité des actifs et des informations diffusées aux marchés financiers. La mise en place du contrôle de gestion et de l'analytique a rendu opérationnel le suivi analytique de l'activité de la Société par affaire, par département et par activité. De nouveaux tableaux de bord de gestion opérationnel ont été définis et mis en place en 2007. Ceux-ci sont réalisés mensuellement et analysés en Comité de Direction.

Les procédures de consolidation avec les filiales étrangères, harmonisant les principes comptables de l'ensemble du groupe ayant été mis en place en 2005, ont été poursuivis en 2007. Dans le cadre de la consolidation, l'ensemble des retraitements est effectué par la Direction Financière garantissant ainsi l'uniformité dans les retraitements effectués. A ce titre, la Direction Financière a effectué des contrôles de cohérences sur place tant en Italie qu'au États-unis. La filiale américaine travaille depuis 2006 avec un nouveau cabinet d'Audit, en accord avec le Commissaire aux comptes d'Environnement SA, et il a été procédé à un « full audit » des comptes de la filiale. La filiale italienne est quant à elle audité régulièrement par trois commissaires aux comptes conformément à la législation Italienne.

Le suivi juridique d'Environnement SA est assuré par un avocat spécialisé en droit des sociétés et un autre avocat pour la partie concernant le droit social. Au quotidien, la Direction Administrative et Financière assure la centralisation et le suivi des litiges de tout ordre afin de les traiter, avec la Direction Générale, le plus en amont et d'éviter ainsi les

contentieux. La veille juridique, fiscale, sociale et réglementaire est assurée par la Direction Générale, la Direction Financière, les Avocats de la Société et le cabinet d'expertise comptable.

La société a souscrit des assurances en Responsabilité Civile, Dommages, Responsabilité des Dirigeants, Perte d'exploitation, Transport de marchandises et flotte automobiles, avec des niveaux de garanties et des capitaux suffisants pour assumer les risques identifiés dans le cadre de son exploitation. Dans le cadre de l'évolution des activités, ces garanties sont régulièrement analysées et adaptées en fonction des besoins.

La Société a élargi le périmètre de ses activités au cours de l'exercice 2007 :

- 1) En janvier 2007, par l'acquisition d'un fond de commerce à la Société Becker à Francfort
- 2) En octobre 2007, par l'acquisition du fond de commerce de la Société ISEO à Bidart

Ces deux activités ont été rattachées à Environnement SA et sont donc des établissements juridiquement liés à Environnement SA.

Chacun de ces établissements est géré au quotidien par un responsable local bénéficiant d'une délégation de pouvoir limité sur :

- les paiements (hors salaires, charges sociales et taxes) qui doivent obtenir l'aval de la Direction Générale lorsqu'ils sont supérieurs à 20000€
- La signature de contrats commerciaux avec nos clients qui doit obligatoirement obtenir l'aval de la Direction Générale lorsque le marché est supérieur à 100000€.
- La délivrance de garanties bancaires de toutes natures qui reste du ressort unique de la Direction Générale
- les demandes d'investissements qui doivent être systématiquement validées par la Direction Générale
- Les recrutements, augmentations, primes de toutes natures, accords sociaux ... qui relèvent uniquement du pouvoir de la Direction Générale
- La gestion de la paie et de l'administration du personnel (tant à Francfort qu'à Bidart) sont centralisés à Poissy. Tous les paiements effectués aux salariés de ces établissements sont réalisés à Poissy. Il en est de même pour les remboursements de frais professionnels.

Afin de suivre au mieux l'activité de ces deux établissements, le système de gestion Adonix a été implanté dès l'origine et permet donc une visualisation en temps réel des opérations de chacun d'eux, ainsi qu'un suivi analytique de leur affaire et de leur activité. Ces établissements font l'objet d'un contrôle des pièces et de l'organisation sur place au minimum une fois par an par la Direction Financière.

- **Présentation des informations synthétiques sur les procédures de contrôle interne mises en place**

L'organisation générale de la société est documentée et contrôlée dans ce cadre de son système qualité certifié ISO9001. Le conseil d'administration n'a pas désigné d'acteur ou mis en place de comité chargé de l'élaboration et du contrôle des procédures internes. Ces travaux incombent essentiellement à la direction financière et au contrôle de gestion, ils sont suivis par le comité de direction. L'analyse des processus, ainsi que la formalisation des procédures est toujours en cours, l'organisation de la Société continuant à se restructurer à la suite de la mise en place du nouveau système informatique global de gestion (ERP). Le contrôleur de gestion assure actuellement le bon fonctionnement de l'analytique et procédera à la définition des procédures

En fonction des différents objectifs assignés au processus de contrôle interne dans la Société, celui-ci est plus ou moins centralisé. En tout état de cause, la formalisation des procédures reste du ressort du service qualité et du contrôle de gestion et sont systématiquement validées par le Directeur Général.

S'agissant du contrôle des activités, l'application des procédures est décentralisée ;

S'agissant de la fiabilité des informations financières et du respect des lois et réglementations en vigueur, les procédures conservent un caractère centralisé.

- **Procédures de contrôle interne mises en place destinées à contrôler les activités**

Les procédures de contrôle interne mises en place par la Société et destinées à contrôler les activités vise à garantir que les actes de gestion et opérations d'Environnement SA ainsi que les comportements des personnels s'inscrivent dans le cadre défini dans les orientations données aux activités de l'entreprise par les organes sociaux, et plus particulièrement par le Conseil d'Administration.

Elles portent sur les principaux cycles composant l'activité (procédure achats / procédure ventes (simple et offre globale) / procédure investissements / procédure de renouvellement) et s'accompagnent de processus de suivi de l'activité : budget, situations trimestrielles, tableaux de bord mensuels destinés à identifier les écarts et mettre en place les actions correctives nécessaires.

Le processus de reporting mensuel est assuré par la Contrôle de Gestion et est remis pour information et analyse membres du Comité de Direction

- **Procédures de contrôle interne mises en place destinées à assurer la fiabilité des informations financières et leur conformité aux lois et réglementations en vigueur**

La société s'attache à garantir une information financière fiable et conforme aux principes comptables généraux et aux référentiels et méthodes adoptés par Environnement SA au travers, principalement, des processus suivants :

- ✓ L'implantation de l'ERP a d'ores et déjà permis à la société de mieux connaître et analyser la majorité des flux liés à son activité, et de pouvoir entre autres valoriser la totalité de ses encours à l'avancement. Dans la logique d'implantation et de déploiement de l'ERP, la comptabilité analytique par affaires est totalement opérationnelle depuis le 1^{er} janvier 2007 et permet d'analyser les écarts de manière plus fine et surtout la décomposition du résultat de la société.
- ✓ En termes de flux d'informations, l'ERP assure des schémas comptables communs et, en garantissant l'existence de contrôles automatiques pertinents, assure la régularité de la comptabilisation des opérations ; Certains processus de validation sont en cours de modification afin d'en assurer une plus grande rigueur et validité.
- ✓ Interventions annuelles des Commissaires aux Comptes italiens sur la filiale Italienne et d'un auditeur américain missionné par le Commissaire aux comptes d'Environnement SA. La conclusion de leurs audits est transmise aux Commissaires aux Comptes d'Environnement SA. La consolidation est assuré par la Direction Financière assistée par un consultant extérieur expert en consolidation.

- **Analyse du dispositif**

Le dispositif de contrôle interne, tant sur l'aspect « activité » que sur les aspects « informations financières » et « respect des lois et réglementations en vigueur » ne fait pas aujourd'hui l'objet de contrôle formalisé diligenté par la Direction Générale. Son amélioration est aujourd'hui assurée au cas par cas par les acteurs sensibilisés.

La Direction Générale a choisi de mettre en place une structure d'audit des processus en s'appuyant sur le contrôle de gestion. Du fait de la complexité de la mise en place d'un comité d'audit, le Conseil d'Administration a temporairement renoncé à la création de ce Comité. Les Administrateurs jugent suffisant le niveau d'informations qu'ils reçoivent et

estiment qu'ils possèdent aujourd'hui les compétences au sein du CA et de la société pour juger de l'efficacité des procédures et de leurs évolutions.

Les prochaines étapes consisteront à :

- ✓ Formaliser un manuel de procédures (calendrier de mise à jour des procédures pour harmonisation dans le Groupe Environnement SA)
- ✓ Formaliser un calendrier d'audit à soumettre au Comité de Direction, pour validation et déploiement pour fin juin 2008 ;
- ✓ Coordination de ces actions avec celles qui sont diligentées par les Commissaires aux Comptes dans le cadre de leur mission d'appréciation des procédures de contrôle interne.

Cette formalisation est entamée par le Contrôle de Gestion et la Direction Financière depuis début 2007.

Le 05/04/2008,

François GOURDON

Président du Conseil d'Administration

Alain-Philippe ETLIN

33, avenue Pierre Brossolette
94048 Créteil Cedex
Tél. : 33 (0) 1 41 78 50 00
Fax : 33 (0) 1 48 99 88 22

Philippe COHEN

19-21, rue de l'Armorique
75015 Paris
Tél. : 33 (0) 1 53 91 20 27
Fax : 33 (0) 1 53 91 20 21

Rapport des commissaires aux comptes, établi en application du dernier alinéa de l'article L.225-235 du code de commerce, sur le rapport du Président du Conseil d'Administration de la société ENVIRONNEMENT SA, pour ce qui concerne les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

ENVIRONNEMENT S.A.
111, boulevard Robespierre
78300 POISSY

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société ENVIRONNEMENT SA et en application des dispositions du dernier alinéa de l'article L. 225-235 du Code de Commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2007.

Sous la responsabilité du conseil d'administration, il revient à la direction de définir et de mettre en œuvre des procédures de contrôle interne adéquates et efficaces. Il appartient au Président de rendre compte, dans son rapport, notamment des conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil d'administration et des procédures de contrôle interne mises en place au sein de la société.

Il nous appartient de vous communiquer, les observations qu'appellent de notre part les informations et déclarations contenues dans le rapport du Président concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Nous avons effectué nos travaux selon la doctrine professionnelle applicable en France. Celle-ci requiert la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations et déclarations contenues dans le rapport du Président sur les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Ces diligences consistent notamment à :

- ✓ prendre connaissance des objectifs et de l'organisation générale du contrôle interne, ainsi que des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, présentés dans le rapport du Président ;
- ✓ prendre connaissance des travaux sous-tendant la description ainsi présentée.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la description des procédures de contrôle interne de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, contenues dans le rapport du président du conseil d'administration établi en application des dispositions du dernier alinéa de l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Fait à Paris et Créteil, le 28 avril 2008



Alain-Philippe ETLIN



Philippe COHEN

Rapport Annuel

Annexe IV

Liste des mandats des Administrateurs

Liste des Conventions

Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes



Groupe Environnement SA

ENVIRONNEMENT SA

Société Anonyme

Siège social : 111 Boulevard Robespierre – 78300 POISSY
AU CAPITAL DE 11 111 208 EUROS
RCS VERSAILLES 0 313 997 223
(78 B 01001)

MANDAT DES ADMINISTRATEURS EN FONCTION AU COURS DE L'EXERCICE 2007

GRUPE ENVIRONNEMENT S.A

I. ADMINISTRATEURS

1. Monsieur François GOURDON, demeurant 215, avenue Briens – 78670 VILLENES SUR SEINE
2. Madame Evelyne GOURDON, demeurant 215, avenue Briens – 78670 VILLENES SUR SEINE
3. ING Belgium, société de droit belge ayant son siège social avenue Marnix 24, 1000 Bruxelles, Belgique et dont le représentant permanent est Monsieur Denis BIJU-DUVAL
4. Monsieur Daniel MOULENE, demeurant 388, avenue des Bigochets – 78670 VILLENES SUR SEINE,
5. Monsieur Christophe CHEVILLION, demeurant 118, rue Adam Chevrier - 78670 Villennes
6. Monsieur Mathieu ANTONINI, demeurant 748, avenue des Bigochets - 78670 VILLENES SUR SEINE
7. Monsieur Jean-Claude OPPENEAU, demeurant 19, rue Michelet – 91120 PALAISEAU

II. AUTRES SOCIETES DANS LESQUELLES CES PERSONNES EXERCENT DES FONCTIONS DE DIRECTION, D'ADMINISTRATION OU DE SURVEILLANCE :

1. *Monsieur François GOURDON*

- Administrateur de la société **ALTECH ENVIRONNEMENT USA**, dont le siège social est à GENEVA – 60134 ILLINOIS – USA – 23-26, Kanneville Court
- Administrateur de la société **ENVIRONNEMENT ITALIA spa**, dont le siège social est à Via Allo Stadio n°65, 20038 SEREGNO (MI), Italie
- Gérant de la **SCI DU BOIS PRIEUR**, société civile immobilière au capital de 4.573,47 EURO, dont le siège social est à Poissy 78300 – 111 boulevard Robespierre, immatriculée au RCS de VERSAILLES sous le n°D 412 325 094
- Gérant de **I'EURL ORLANDO**, SARL unipersonnelle au capital de 7622,00 EURO dont le siège social est à Poissy 78300 – 111 boulevard Robespierre, immatriculée au RCS de VERSAILLES sous le n°403 160 799
- Gérant de la **SCI Princesse**, société civile immobilière au capital de 15 244,9 euros, dont le siège social est à Villennes sur Seine 78670 – 215 avenue Briens, immatriculée au RCS de VERSAILLES sous le n°D 341 910 032

2. *Madame Evelyne GOURDON*

Néant

3. Monsieur Denis BIJU- DUVAL

Administrateur de Sogam SA (filiale d'ING Belgique), av Marnix N°24, B-1000 Bruxelles

Représentant permanent d'ING Belgique dans les sociétés suivantes :

- BioAlliance Pharma S.A., 49 Boulevard du Général Martial Valin, 75 015 Paris
- Numeca S.A., av Franklin Roosevelt 5, 1050 Bruxelles, Belgique
- Oncomethylome Sciences S.A., CHU Tour 5 Giga, av de l'hôpital 11, 4000 Liège, Belgique
- Roller Grill S.A, Z.I, 16 rue Saint Gilles, 28800 Bonneval, France
- Surf S .A, Angle rue des Fossés Hérisson n°2 et rue des Ecoles, 28800 Bonneval, France

Représentant permanent de Sogam SA (filiale d'ING Belgium) dans les sociétés :

- Bienca S.A, avenue Reine Astrid 262, 7180 Seneffe, Belgique
- BNLFood InvestmentSarl, L-9559 Wiltz, Zone Industrielle Salzbaach, Luxembourg
- Marnix Invest S.A., 28 rue Ernest Renan, 92130 Issy les Moulineaux, France
- Oncomethylome Sciences S.A., CHU Tour 5 Giga, av de l'hôpital 11, 4000 Liège, Belgique (jusqu'en novembre 2007)
- Sodir S.A, 125, rue Maréchal Leclerc, 94410 Saint Maurice, France

4. Monsieur Daniel MOULENE

- Administrateur de la société **ALTECH ENVIRONMENT USA**, dont le siège social est à GENEVA - 60134 ILLINOIS – USA – 23-26, Kanneville Court
- Gérant de la société **MOULENE S.A.R.L**, au capital de 10 000€ dont le siège est à Villennes sur Seine, 388 Avenue des Bigochets.
- Président de la Société **LUMENEO S.A.S** au capital de 252 000 € dont le siège est situé à Porcheville 78440 4 route de l'ancienne centrale.

5. Monsieur Christophe CHEVILLION

- Administrateur de la société **ALTECH ENVIRONMENT USA**, dont le siège social est à GENEVA – 60134 ILLINOIS – USA – 23-26, Kanneville Court

6. Monsieur Mathieu ANTONINI

- Gérant de la **Sarl Affectio Capital & Conseil**, société civile immobilière au capital de 10 000 euros, dont le siège social est situé à Paris – 75017, 6 rue Anatole de la Forge, immatriculée au RCS de VERSAILLES sous le n°498 582 774

7. Monsieur Jean-Claude OPPENEAU

Néant

Le présent état a été établi conformément aux dispositions de l'article 135-1° du décret du 23 mars 1967 sur les sociétés commerciales.

Le Président du Conseil d'Administration
François GOURDON

Monsieur Alain Philippe ETLIN
Commissaire aux Comptes
33, avenue Pierre BROSOLETTTE
94000 CRETEIL

Monsieur Philippe COHEN
Commissaire aux Comptes
19-21, rue de l'armorique
75015 Paris

Poissy, le 31/01/2008

Messieurs Les Commissaires aux Comptes,

Vous trouverez ci-dessous la liste des conventions réglementées conclues au cours de l'exercice 2007.

A/ CONVENTIONS REGLEMENTEES

Conformément aux dispositions de l'article 91 du décret n°67-236 du 23 mars 1967, nous vous signalons que les conventions suivantes, visées par l'article 225-38 du nouveau Code du Commerce, ont été conclues au cours de l'exercice 2007, à savoir :

Convention conclue avec la SCI BOIS PRIEUR

Dont Monsieur François GOURDON est le gérant.

☞ *Location de locaux commerciaux – C.A du 30 décembre 1996*

Bail commercial consenti par la SCI BOIS PRIEUR à la société ENVIRONNEMENT SA pour des locaux commerciaux et industriels sis à Poissy – 111, Boulevard Robespierre – moyennant un loyer révisable en fonction de la variation des indices du coût à la construction. Un avenant a été conclu à effet du 1^{er} septembre 2001 faisant suite à la mise à disposition d'un nouveau parking. Un avenant n°6 à effet du 1^{er} juin 2003 a été conclu à la suite du financement par la SCI BOIS PRIEUR des travaux de gros œuvres liés à la réalisation d'une salle polyvalente/restauration pour Environnement SA (C.A du 13 mai 2003). La SCI du Bois Prieur a repris le 15/11/2006 les locaux et le bail commercial de la SARL Jean Bouin.

Le loyer total pour 2007 s'est élevé à 329030.88€ HT. Le dépôt de garantie s'élève à 61941.87€ au 31/12/2007.

B/ CONVENTIONS COURANTES

Conformément aux dispositions de l'article L225-39 du nouveau Code du Commerce, nous vous signalons que les conventions suivantes ont été conclues au cours de l'exercice 2007, à savoir :

Convention conclue avec la SOCIETE ALTECH ENVIRONNEMENT USA CORPORATION

Dont Monsieur François GOURDON est Président et Monsieur Daniel MOULENE Administrateur

☞ *Les opérations relèvent de la relation commerciale client/fournisseur et se sont élevées pour l'exercice 2007 à*

- 620.698\$ HT de vente de produits et prestations facturés par Environnement SA à Altech.
- 6841.86\$ HT de vente de produits et prestations facturés par Altech à Environnement SA

☞ *Par ailleurs et conformément à une décision du C.A du 19/10/2007, il a été refacturé des frais de sièges et des frais financiers à Altech pour :*

- Frais de siège : 387053.56\$
- Frais financiers : 45510.92\$

Convention conclue avec ENVIRONNEMENT ITALIA spa

Dont Monsieur François GOURDON est administrateur

☞ *Les opérations relèvent de la relation commerciale client/fournisseur et se sont élevées pour l'exercice 2007 à :*

- 1.875.875€ HT de vente de produits et prestations facturés par Environnement SA à EGI

☞ *Par ailleurs et conformément à une décision du C.A du 19/10/2007, il a été refacturé des frais de sièges et des frais financiers à Environnement Italia spa pour :*

- Frais de siège : 203.600€
- Frais financiers : 0 €

Convention conclue avec Luménéo SAS, accord du CA 13/04/2007

Dont Monsieur Daniel MOULENE est le Président

☞ *Les opérations relèvent de la relation commerciale client/fournisseur et se sont élevées pour l'exercice 2007 à :*

- 21.687€ HT de ventes de prestations facturées par Luménéo SAS à Environnement SA

Le Président

François GOURDON

Alain-Philippe ETLIN

33, avenue Pierre Brossolette
94048 Créteil Cedex
Tél. : 33 (0) 1 41 78 50 00
Fax : 33 (0) 1 48 99 88 22

Philippe COHEN

19-21, rue de l'Armorique
75015 Paris
Tél. : 33 (0) 1 53 91 20 27
Fax : 33 (0) 1 53 91 20 21

RAPPORT SPECIAL SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Exercice clos le 31 décembre 2007

ENVIRONNEMENT S.A.

111, boulevard Robespierre
78300 POISSY

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de ceux dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article R225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Conventions autorisées au cours de l'exercice

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention conclue au cours de l'exercice et visé à l'article L 225-38 du Code de Commerce.

Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice

Par ailleurs, en application du Code de Commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, approuvées au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

▶ **Convention conclue avec la SCI BOIS PRIEUR**

ENVIRONNEMENT SA a signé un bail commercial avec la SCI BOIS PRIEUR à effet du 1er janvier 1997 pour des locaux à Poissy. Des avenants à effet du 1er septembre 2001 et du 1er juin 2003 ont également été signés.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2007, ENVIRONNEMENT SA a supporté un loyer total de 329.030 euros hors taxes ; le dépôt de garantie s'élève à 61 941 euros.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Fait à Paris et Créteil, le 28 avril 2008



Alain-Philippe ETLIN



Philippe COHEN